Canadian Institute for International Peace and Security

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 38

Du rôle des médias dans les conflits internationaux

Colloque de deux jours
Ottawa, les 12 et 13 septembre 1991

par
Christopher Young

Décembre 1991

92-04894/

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 38

Du rôle des médias dans les conflits internationaux

Colloque de deux jours
Ottawa, les 12 et 13 septembre 1991

par
Christopher Young

Décembre 1991

DONNÉES DE CATALOGAGE AVANT PUBLICATION (CANADA)

Young, Christopher, M., 1926-

Du rôle des médias dans les conflits internationaux
Colloque de deux jours, Ottawa les 12 et 13 septembre 1991

(Document de travail ; n° 38)
Publ. aussi en anglais sous le titre : The role of the media in international conflict.

ISBN 0-662-97232-5
N° de cat. MAS CC293-5/38F

1. Correspondents de guerre -- Congrès. 2. Presse électronique --- Congrès. 3. Reporters et reportage -- Congrès. 4. Guerre du golfe Persique, 1991 -- Journalistes. I. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. II. Titre. III. Document de travail (Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales) ; nº 38.

UH700.Y4614 1991 070.4'333 C92-099525-X

Version française : Sogestran Inc. Denis Bastien

Pour obtenir des copies additionnelles :

360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

PRÉFACE

Les *Documents de travail* rendent compte des travaux de recherche en cours, ou résument les délibérations d'une conférence; ils sont souvent destinés à être publiés plus tard, soit par l'Institut, soit par un autre organisme; l'Institut estime qu'il vaut la peine d'en diffuser immédiatement un nombre restreint d'exemplaires, surtout auprès des spécialistes du domaine.

Les opinions énoncées dans les *Documents de travail* sont celles des auteurs ou des participant(e)s et elles ne correspondent pas nécessairement à celles de l'Institut ou des membres de son Conseil d'administration.

Christopher Young a été correspondant de *Southam News* à Moscou et à Londres. Il écrit maintenant d'Ottawa des articles sur les affaires étrangères. En 1982 et en 1988, il a été lauréat du Concours national de journalisme pour ses articles sur les affaires étrangères. Il a été rédacteur à l'*Ottawa Citizen* et administrateur général des services de *Southam News*.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

I INTRODUCTION : UNE GUERRE INATTENDUE ROMPT UNE PAIX GÉNÉRALE -- L'ARMÉE ET LA PRESSE PRISES AU DÉPOURVU 1

II LA GUERRE DERRIÈRE LES LIGNES : LES JOURNALISTES CONTRE LES GÉNÉRAUX 4

III À LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ : UNE MOUETTE INSAISISSABLE ET UNE VAGUE RECHERCHE DE LA PAIX 10

IV LA GUERRE SELON CNN OU COMMENT LES REPORTAGES EN DIRECT ONT CHANGÉ LA DIPLOMATIE ET PEUT-ÊTRE LA GUERRE 16

V ASSISTER AUX ÉVÉNEMENTS OU S'INSPIRER DES REPORTAGES TÉLÉVISÉS ? 21

VI POURQUOI CERTAINES GUERRES FONT LA UNE DES JOURNAUX ET PAS D'AUTRES, PLUS IMPORTANTES : LES CONFLITS ET LE JOURNALISTE, ACTEUR DANS UN CONFLIT 25

VII CONCLUSION : DIFFÉRENCES ÉVIDENTES ENTRE DEUX SOCIÉTÉS, LEUR RÔLE MILITAIRE ET L'ATTITUDE DE LEURS MÉDIAS 32

ANNEXES

A LA COUVERTURE MÉDIATIQUE AVANT LA GUERRE A-T-ELLE EU UNE INFLUENCE QUELCONQUE ? -- Milton Viorst 37

B PUISSANCE ET GLOIRE -- Ed Turner 48

C DERRIÈRE L'IMAGE -- Florian Sauvageau 61

D L'ESCALADE À L'ÈRE DES SATELLITES -- Marc Starowicz 70

E COUVRIR LES CRISES ET LES GUERRES ÉTRANGÈRES -- Ann Medina 80

F PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE 87

G LISTE DES PARTICIPANT(E)S 89

AVANT-PROPOS

Les 12 et 13 septembre 1991, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a tenu une conférence sur le rôle des médias dans les guerres et conflits. Il y a un an, par la voix du Conseil de sécurité, la collectivité internationale adoptait une série de résolutions demandant instamment à l'Irak de retirer ses troupes du Koweit occupé. Tous ces appels et injonctions, lancés entre le jour de l'invasion et la fin novembre, se sont révélés vains et, en janvier, une coalition internationale décidait de livrer à l'Irak une guerre d'une ampleur jamais vue depuis la guerre de Corée.

La conférence, à laquelle participaient des représentants de gouvernements, de la presse, des médias, et d'instituts de nombreux pays, a donc consacré beaucoup d'énergie et de débats aux événements du golfe Persique. Les intervenants ont fait une analyse détaillée de la façon dont les mass médias, les télévisions, les radios et la presse écrite ont couvert la guerre du Golfe, de leur interaction avec les gouvernements et armées en présence, de leur influence sur le cours de la guerre et sur son issue, et de la manière dont ils ont influé sur les publics de différents pays s'agissant de ce qu'ils voyaient, entendaient et lisaient.

Bien que la crise du Golfe ait occupé une grande partie des débats de la conférence, soulignant l'à-propos de celle-ci tout en l'animant, l'Institut pensait à organiser un tel débat quelques mois avant l'invasion du Koweit. L'objet de la conférence était d'étudier d'un oeil critique le rôle joué par les mass média -- invention humaine relativement récente comparée à la guerre -- dans l'obsession la plus dangereuse et la plus mortelle de l'espèce humaine. À cette fin, nous avons invité des représentants des principaux acteurs de toute guerre moderne; à savoir : des soldats, des journalistes (de la presse écrite et électronique) et des membres de gouvernements, ainsi que des théoriciens reconnus pour leurs études des communications et des médias. Les questions que nous leur avons posées, en prenant pour cas la guerre du Golfe et d'autres conflits, étaient les suivantes :

Que nous a appris la guerre du Golfe sur le pouvoir des médias dans les années 1990 ? Quelle est la nature des relations entre les journalistes d'une part et les forces armées, la classe politique et les diplomates de l'autre ? Ces relations ont-elles changé avec l'évolution de «l'art de la guerre», et si oui, pourquoi ? Quelles sont les règles dictées par les gouvernements sur le champ de bataille et en quoi changent-elles la perception que le public a d'une guerre et de son déroulement ? Qu'est-ce qui rend une guerre «médiatique» (golfe Persique, 1991) et pas une autre (Érythrée, 1966-1991) ? Des journalistes peuvent-ils devenir parties à un conflit ? Quel rôle les médias jouent-ils, s'ils en jouent un, dans la période précédent un conflit armé, dans le règlement d'un conflit ou dans l'escalade de la guerre ? Enfin, quelle est influence des journalistes en cas d'actes de terrorisme international et de prises d'otages ?

Lorsque nous avons décidé de publier les conclusions de cette conférence, nous entendions livrer plus qu'un simple résumé chronologique qui aurait suivi le déroulement prévu par le programme établi. L'Institut a donc demandé à M. Christopher Young, journaliste et rédacteur canadien réputé, spécialiste des affaires internationales, d'exposer ses commentaires et réflexions sur ce qui s'est dit pendant ces deux jours. M. Young a été correspondant de *Southam News* à Moscou et à Londres. Il écrit maintenant d'Ottawa des articles sur les affaires étrangères. En 1982 et en 1988, il a été lauréat du Concours national de journalisme pour ses articles sur les affaires étrangères. Il a été rédacteur à l'*Ottawa Citizen* et administrateur général des services de *Southam News*.

Ce qui suit est un essai éclairé, rédigé par un éminent observateur de la politique internationale et des questions militaires, sur les grands thèmes discutés à l'occasion de la conférence par des représentants hautement professionnels d'armées, de gouvernements, d'instituts et de médias.

La Directrice des programmes publics
Nancy Gordon
Décembre 1991

I INTRODUCTION : UNE GUERRE INATTENDUE ROMPT UNE PAIX GÉNÉRALE -- L'ARMÉE ET LA PRESSE PRISES AU DÉPOURVU

Le monde entier se félicitait encore avec enthousiasme de la fin rapide, imprévue et relativement peu sanglante de la Guerre froide, quand, le 2 août 1990, l'armée irakienne a envahi son riche mais minuscule voisin, le Koweit. Tout le territoire du royaume a été rapidement occupé par les forces du président irakien, Saddam Hussein, lequel venait à peine de mettre fin à une coûteuse guerre de neuf ans contre l'Iran, qu'il avait du reste perdue.

Bien que les experts aient su qu'un épineux conflit frontalier opposait ces voisins si différents, l'attaque a pris au dépourvu le monde entier. Ce fut une surprise totale qui survenait à un moment où l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord étaient en pleine période de vacances, à un moment où les généraux, les rois et le commun des mortels quittent maisons et bureaux pour partir en voyage ou aller se détendre.

Les journaux et les autres organes d'information du monde occidental étaient tout aussi mal préparés à affronter cette crise que les dirigeants politiques, les diplomates et les soldats. Pour eux tous, quel que soit leur domaine, il s'agissait de régler une crise qui menaçait à la fois l'approvisionnement en pétrole de nombreux pays et le nouvel équilibre des forces -- un équilibre encore incertain -- dans un monde où l'une des deux superpuissances avait en fait renoncé à son statut. Ce que le président Bush avait baptisé pompeusement «Nouvel Ordre mondial» subissait sa première mise à l'épreuve sérieuse.

Le colloque de deux jours, objet du présent rapport, ne portait pas sur la guerre du Golfe proprement dite, que l'on devrait appeler seconde guerre du Golfe, selon le Directeur général, M. Bernard Wood, la guerre Iran-Irak des années 1980 étant la première. En fait, il devrait être l'occasion d'étudier le rôle des médias dans les conflits en général, en accordant, cependant, une attention particulière à cette guerre courte mais décisive qui est encore présente dans la mémoire de chacun. Parce qu'ils se sont retrouvés enfermés, dorlotés, surveillés et limités dans leurs déplacements par l'armée américaine et par les directeurs des nouvelles politiques, la grande majorité des journalistes venus du

monde entier pour couvrir cet événement éprouvent maintenant un sentiment de culpabilité, et parfois de colère mêlé de remords, pour avoir trahi le public et s'être trahis eux-mêmes. Les avis divergent beaucoup sur la façon dont les États-Unis (de fait) et les Nations Unies (en principe) ont livré la guerre. Mais on ne conteste guère que la presse occidentale ait joué un rôle médiocre et déshonorant dans ses reportages sur la crise de l'été 1990, sur la «drôle de guerre» du désert au cours de l'automne et de l'hiver, et sur les hostilités de janvier-février 1991.

Au cours du colloque d'Ottawa, on s'est moins attaché à savoir si cela avait été le cas qu'à comprendre pourquoi il en avait été ainsi. Cependant, alors que les porte-parole de la presse convenaient dans l'ensemble que c'est bien ce qui s'était passé, ils n'étaient pas d'accord sur la question de savoir si c'était inévitable et pourquoi. Il y avait une certaine confusion inhérente à l'expérience très différente qu'Américains et Canadiens ont eu de cette guerre, et on ne savait pas toujours si le pronom «nous», utilisé par plusieurs orateurs, signifiait «nous, Canadiens», «nous, Américains», «nous, Américains et Canadiens», «nous, membres de la presse internationale», ou s'il faisait référence à quelque autre groupe. Parfois, ce flou était gênant, parce que c'est l'armée américaine, après tout, qui a fait la guerre et qui l'a gagnée, elle aussi qui n'a autorisé les journalistes, photographes et autres cameramen à ne se rendre sur les lieux de l'action qu'à condition qu'ils se plient à de sévères consignes. Le rôle des militaires canadiens, important certes sur le plan politique, a néanmoins été marginal, voire quasi-négligeable. En conséquence, pratiquement aucun journaliste canadien n'a pu se rendre dans les zones de combat, à l'exception de quelques individus entreprenants qui s'étaient débrouillés pour y aller seuls.

Concernant le travail des journalistes pendant la guerre du Golfe, les orateurs canadiens et américains ont fait leur autocritique. Beaucoup ont attribué les échecs reconnus aux restrictions imposées par les militaires, implicitement de connivence avec les dirigeants politiques civils. Il n'y a pas eu beaucoup de différence entre les Américains et les Canadiens sur ce point, puisque le Pentagone, avec l'appui ou sur les ordres de la Maison-Blanche, avait fixé les limites de ce qui pouvait et ne pouvait pas faire l'objet des reportages. Il y en a eu une grande, cependant, à propos des reportages effectués en

groupes : les journalistes de ces équipes étaient choisis parmi des candidats américains et britanniques; les Canadiens (et les autres) étaient exclus, qu'ils aient attendu longtemps ou non et malgré leurs protestations. Dans leurs communiqués de presse, les responsables politiques et militaires canadiens s'en sont tenus aux directives fixées par les Américains. Le contraire aurait peut-être été impossible, étant donné leur rôle militaire restreint et leur manque de connaissance directe des événements. Dans une agence de presse d'Ottawa, on en vint à qualifier les déclarations officielles du premier ministre Mulroney sur la crise du Golfe «de George Bush plus une heure». Cette formule était plus proche de la vérité que de la satire. En effet, les journalistes qui appelaient le cabinet du premier ministre pour connaître les réactions de ce dernier à la plus récente déclaration de la Maison-Blanche se voyaient souvent répondre qu'un communiqué serait publié dans une heure. Quand il paraissait, on y trouvait la même chose que dans la déclaration américaine, parfois exprimé dans les mêmes termes.

Ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute, c'est que les porte-parole de l'armée, avec leur souci de la sécurité en général et de leurs troupes en particulier, et la presse, dont le travail consiste à chercher les faits, à voir ce qui se passe et à raconter l'événement, avaient des points de vue inconciliables. Les journalistes et les responsables des agences de presse présents au colloque reconnaissaient généralement qu'il fallait assurer la sécurité des plans de bataille et garder secrètes les opérations pour ne pas mettre en danger la vie des soldats. Toutefois, ils ont tenu à souligner que, souvent, le secret et des limites sont imposés aux journalistes pour des raisons politiques, pour éviter, par exemple, d'avoir à répondre d'erreurs militaires ou politiques méritant d'être dévoilées.

Sur un point, l'accord était : ce débat dure depuis des siècles et il ne sera sans doute pas clos de sitôt. Il y a une raison pratique à cela. Le public ne semble guère prendre le parti des journalistes sur la question, que ce soit aux États-Unis, au Canada ou en Grande-Bretagne, où les techniques américaines actuelles de traitement des nouvelles et de surveillance des journalistes ont été expérimentées pendant la guerre des Falklands, aux confins de l'Atlantique Sud, pendant l'été de 1982. Pour les rédacteurs et les journalistes sur le terrain, c'est un fait inquiétant.

II LA GUERRE DERRIÈRE LES LIGNES : LES JOURNALISTES CONTRE LES GÉNÉRAUX

Ce conflit d'intérêts a presque toujours existé. On en retrouve trace au moins jusque dans l'antiquité, époque où il arrivait au souverain furieux de recevoir de mauvaises nouvelles du champ de bataille, de faire mettre à mort le messager qui les lui apportait. Lors du colloque d'Ottawa, le major-général Winant Sidle (à la retraite) a rappelé que, pendant la guerre de Sécession, puis pendant la guerre contre le Mexique, les communications étaient trop lentes pour mettre en danger la sécurité mais, qu'avec l'avènement du télégraphe, les ennuis ont commencé. «La solution fut la censure. Pendant la guerre civile, les deux camps y ont recouru, parfois avec succès, parfois pas. En fait, dans toutes nos guerres, guerre de Corée comprise, la censure a été la solution. Et j'ajouterai qu'elle a donné d'assez bons résultats au cours de la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre de Corée, parce que la presse ne se plaignait pas trop et pouvait voir tout ce qui se passait, ou en tous cas presque tout. Avec le Viêt-nam, cependant, la situation a changé.»

L'actuelle génération de généraux américains a reçu son baptême du feu au Viêt-nam. L'attitude des hommes qui ont formulé la politique d'information pour la guerre du Golfe a été profondément marquée par des reportages américains sur le Viêt-nam qu'ils estiment injustes. Le général Sidle est d'une génération antérieure à celle des généraux Colin Powell et Norman Schwarzkopf, mais ils ont en commun l'expérience vietnamienne. C'est en 1949 que le général Sidle a commencé à se frotter à l'information liée à la défense, ce qui a son intérêt ici en raison des postes qu'il a occupés pendant cette longue et traumatisante guerre que les États-Unis ont fini par perdre. Une des causes importantes de cette défaite a été la perte de confiance du peuple américain qui ne croyait plus pouvoir gagner la guerre. Les militaires et d'autres avec eux, y compris, apparemment, le président Bush, accusent les journalistes d'avoir créer le climat défaitiste qui a fini par entraîner la défaite. Le président a déclaré à plusieurs reprises que ses troupes n'auraient pas à combattre Saddam Hussein «une main liée dans le dos».

Le général Sidle était au centre de cette polémique entre l'armée et la presse, polémique qui a profondément influencé la façon dont les opérations militaires suivantes ont été conduites en matière d'informations données au public. Ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale, il a été porte-parole du Département de la Défense en 1966-1967, puis chef des informations au Viêt-nam de 1967 à 1969, c'est-à-dire au moment où l'opinion publique s'est massivement mobilisée contre la guerre. Après avoir commandé le deuxième corps d'artillerie américaine au Viêt-nam en 1969, il est passé chef de l'information de l'armée, poste qu'il a occupé de 1969 à 1973, puis général adjoint de la V^{e} Armée de 1973 à 1974 et sous-secrétaire adjoint des affaires publiques de la Défense de 1974 à 1975. Bien qu'à la retraite depuis 1975, il a continué de dispenser des conseils dans ce domaine jusque pendant les opérations Bouclier du désert (la concentration des troupes) et Tempête du désert (la guerre éclair aérienne contre l'Irak qui a suivi Bouclier du désert).

«Ce que je vais vous présenter maintenant, c'est le point de vue de l'armée américaine», a déclaré franchement le général Sidle, en ajoutant que c'était un point de vue en partie officiel et en partie personnel. «Il y a un conflit véritable, grave et fondamental entre la presse et l'armée en temps de guerre.» Il a cité un extrait d'un article écrit après l'invasion de la Grenade, en 1983 : «Nos soldats sont entraînés pour gagner la guerre. Gagner exige le secret. Nos journalistes sont formés pour faire des reportages. Faire un reportage exige qu'il n'y ait pas de secret». Il y a antagonisme dès le départ (...) Actuellement, la position de l'armée est la suivante : bien sûr, nous voulons que la presse couvre nos opérations, mais ce qu'elle imprime et ce qu'elle diffuse sur les ondes ne doit pas compromettre la sécurité des opérations ni mettre nos troupes en danger».

Au Viêt-nam, l'armée ne voulait pas recourir à une censure officielle, parce que le gouvernement du Sud Viêt-nam y aurait participé, ce que Washington et les médias voulaient éviter. Le Département de la Défense a alors inventé ce qu'on a appelé les «règles de base», c'est-à-dire quinze règles visant des domaines sensibles, comme l'emplacement des troupes, et les mouvements ou les plans des attaques suivantes. Un journaliste arrivant au Viêt-nam devait obtenir une carte d'accréditation pour se déplacer dans les zones de combat. Il n'obtenait cette carte qu'après avoir signé une déclaration

par laquelle il s'engageait à respecter les règles de base et acceptait que l'armée annule son accréditation s'il y contrevenait. «En outre, comme on ne pouvait pas se déplacer au Viêt-nam sans notre aide, nous disposions d'un moyen de pression assez efficace.» Neuf cartes seulement ont été annulées pendant toutes les années de la guerre du Viêt-nam, a déclaré le général Sidle. «Malheureusement, dans certains cas, c'était assez grave. L'affaire la plus sérieuse a entraîné l'annulation d'une opération, parce qu'un de nos grands journaux l'avait annoncée.» (Il s'agissait, comme il l'a révélé plus tard par mégarde, du *New York Times*.)

On n'a mentionné qu'en passant l'expérience des Britanniques avec la presse pendant la guerre des Falkiands de 1982, mais les responsables américains savaient que les autorités militaires britanniques avaient pu surveiller de près leurs médias -- qui se faisaient, d'ailleurs, une grande concurrence, -- aidées en cela par l'éloignement du théâtre des opérations et par le fait qu'il était relativement facile de surveiller les journalistes sur les navires de guerre.

En 1983, quand le gouvernement Reagan a décidé d'envahir la petite île antillaise de la Grenade, le contrôle des médias s'est révélé encore plus facile. On les a tenus à distance les deux premiers jours et, le troisième, on a autorisé un groupe de treize journalistes à se rendre sur place. «C'était idéal pour empêcher toute infraction à la sécurité, mais la presse n'a guère apprécié et il y a eu un énorme tollé aux États-Unis», se souvient le général Sidle. On lui avait demandé de diriger une commission de journalistes et d'officiers qui donnerait des conseils sur la manière de traiter la presse au cours de la prochaine guerre. L'une des principales recommandations émises portait sur l'utilisation de «pools» ou groupes de journalistes. Ce système a été utilisé avec une telle rigidité pendant l'opération Tempête du désert qu'il est devenu le principal objet des critiques formulées *a posteriori* sur la couverture de la guerre. Au cours de l'invasion du Panama, ce système s'est avéré un échec total, parce que le pool, envoyé trop tard sur place, n'a assisté à aucun combat et que, «de toutes façons, il y avait un tas de journalistes sur les lieux».

En jargon journalistique, le «pool» désigne un petit groupe de journalistes et de cameramen choisis pour couvrir un événement donné lorsqu'il n'y a pas suffisamment de place pour toute la presse. On utilise beaucoup les pools au cours de manifestations telles que les sommets et autres conférences auxquelles assistent des dirigeants nationaux dont la présence attire un grand nombre de journalistes. Il est convenu que les personnes choisies pour figurer dans le pool doivent rédiger un compte rendu bref et concret de ce qu'elles voient et l'afficher dans un centre de presse où leurs collègues ne faisant pas partie du pool pourront le lire puis l'utiliser. Normalement, tous ceux qui veulent assister à une manifestation en ont la possibilité à tour de rôle. Si c'est impossible, on donne la préférence aux grandes agences de presse et chaînes de télévision internationales et l'on veille à ce que les candidats de chaque pays intéressé, appartenant à la presse écrite, à la radio et à la télévision, soient représentés équitablement.

N'ayant pas pris directement part à une guerre à l'ère de la télévision, l'armée canadienne n'avait pas de point de repère quand le gouvernement a décidé d'envoyer un petit groupe de navires et d'avions dans la région du Golfe. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les soldats canadiens ont participé à des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans de nombreuses parties du monde, mais la seule pour laquelle il a fallu envoyer des combattants a été la guerre de Corée, qui était techniquement une opération de police montée par les Nations Unies et ce, quarante ans avant l'invasion du Koweit par l'Irak. Le contre-amiral Larry Murray, porte-parole en chef des forces armées et agent de liaison avec la presse pendant la crise, a déclaré lors du colloque que, pour planifier ses rapports avec la presse, le ministère de la Défense nationale s'était surtout servi des enseignements de la confrontation avec les Mohawks à Oka, au cours de l'été de 1990. Les rédacteurs ont estimé que le modèle était particulièrement mal choisi, vu les tentatives effectuées par l'armée pour gêner la transmission des nouvelles. Comparé au contingent des journalistes américains, celui des Canadiens était relativement peu important, bien que le contre-amiral Murray ait fait observer que, sur les bases aériennes canadiennes dans les États du Golfe, la proportion journalistes -- pilotes était élevée, puisqu'on y comptait trente journalistes pour trente-

six pilotes. Certains pilotes estimaient par moments qu'on leur consacrait trop de reportages.

Toutefois, la contribution canadienne aux forces alliées était si minime que les journalistes canadiens étaient exclus de tous les pools de presse organisés par les Américains. Ainsi, alors que les correspondants américains et britanniques s'impatientaient des restrictions imposées par le système, les Canadiens, eux, n'étaient même pas de la partie. Ils devaient se contenter des exposés donnés par les militaires à Dharan, au nord-est de l'Arabie saoudite, exposés diffusés instantanément dans le monde entier, et des conférences de presse et comptes rendus qui avaient lieu à Washington, à Ottawa et sur les bases installées dans les États du Golfe. Pour Colin Mackenzie, correspondant à Washington du *Globe and Mail*, Washington était le meilleur endroit pour couvrir la guerre. Les comptes rendus étaient excellents et fournissaient chaque jour aux journalistes matière à un bon article. «Ils ne comportaient pas de mensonges, mais des erreurs par omission», a-t-il dit.

Au nom des organes de presse canadiens intéressés, William Thorsell, rédacteur du *Globe and Mail*, avait écrit au gouvernement pour lui demander d'intercéder en faveur des Canadiens afin qu'il en soit admis dans les pools de journalistes présents dans la zone de guerre. James Travers, rédacteur et directeur de *Southam News*, a affirmé qu'il n'avait jamais eu de réponse. Bien que cet organe de presse ait eu cinq correspondants au Moyen-Orient pendant la crise, aucun ne fut jamais choisi pour faire partie d'un pool. «Vous auriez peut-être eu de meilleurs résultats si vous aviez envoyé une brigade», a ironisé le général Sidle.

Quand la mobilisation armée contre l'Irak a commencé, il est devenu évident qu'une multitude de journalistes se rassemblaient aussi autour de l'éventuelle zone de guerre. À mesure que le nombre des troupes augmentait, celui des journalistes grandissait, à tel point qu'en décembre 1990, près de 800 journalistes et assistants (principalement des équipes de télévision) étaient en Arabie saoudite, prêts à couvrir la guerre qui menaçait

d'éclater. Quand celle-ci s'est achevée, en février, ils étaient deux fois plus nombreux, et plusieurs centaines d'autres attendaient leurs visas pour les rejoindre.

Aileen McCabe, de *Southam News*, a décrit ce qui se passait en Jordanie, où quelque 900 journalistes s'étaient rendus dans le vain espoir d'obtenir un visa pour l'Irak. «À Amman, le simple fait qu'ils aient été si nombreux a détraqué le système», a-t-elle déclaré. «Je crois que le système des pools se serait écroulé si l'offensive terrestre avait duré plus longtemps.»

Le général Sidle, qui a fourni la plupart de ces chiffres, a fait remarquer que 3 000 journalistes, cela fait vraiment beaucoup de monde. « N'importe quelle organisation aurait du mal à s'occuper d'une telle foule. Même les organisateurs du Superbowl, qui réunit une presse aussi nombreuse, trouvent cela difficile. Nous savons bien que la presse veut faire ses reportages seule, mais nous ne pouvons pas laisser 3 000 personnes se promener sans escorte sur le champ de bataille». Et de conclure :

- La sécurité de l'opération et la sécurité des troupes doivent prendre le pas sur tout autre facteur;

- Les médias devront réduire le nombre de leurs correspondants; s'ils ne le font pas, le Département de la Défense s'en chargera.

- Il faudrait rétablir la censure de la presse sur le terrain. «C'est la seule solution qui permet d'assurer aux journalistes une liberté d'action maximale, ce qui est un point essentiel et, en même temps, un maximum de sécurité pour les opérations et pour les troupes.»

III À LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ : UNE MOUETTE INSAISISSABLE ET UNE VAGUE RECHERCHE DE LA PAIX

Quand le journalisme de groupe se traduit par des milliers de figurants à l'affût des mêmes miettes, quand les «pools» débordent et que les nouvelles ne sont qu'à moitié vraies, le bon journaliste doit se lancer sur une autre voie. M^me^ Geneviève Rossier de Radio-Canada s'est plainte d'avoir perdu une journée entière à chercher la fameuse nappe de pétrole qu'on disait être dix, douze, voire dix-huit fois plus grande que celle causée dans l'Alaska par le pétrolier *Exxon Valdez*. Alors qu'après un mois de guerre, les combats touchaient à leur fin, installée à bord d'un avion saoudien, elle avait passé presque toute une journée à chercher une nappe de pétrole qui s'échappait d'une raffinerie située au Koweit, en bordure de mer. Ni elle ni le pilote n'avaient pu la trouver. La journée était certes perdue, mais elle lui avait rappelé qu'en temps de guerre au moins, on ne doit pas faire confiance aux porte-parole officiels pour la simple raison que leur métier consiste à embrouiller et à égarer l'ennemi. Ce faisant, ils égarent également leurs amis. M^me^ Rossier n'a pas dit qu'il n'y avait pas de nappe de pétrole; il y en avait certainement une, puisqu'on l'a photographiée. Ce qu'elle a dit le premier jour du colloque en tant que membre du premier groupe d'orateurs, c'est qu'on ne pouvait pas prouver que la nappe était dix-huit fois plus grande que celle de l'Alaska, comme on l'avait affirmé officiellement. Elle n'avait pas pu non plus obtenir de renseignements fiables sur l'origine de ce déversement de pétrole dans les eaux du Golfe.

À une personne qui lui demandait ce qu'était devenu la célèbre mouette engluée dans du pétrole dont tout téléspectateur de la guerre du Golfe garde sûrement l'image gravée dans sa mémoire, M^me^ Raghida Dergham, correspondante à New York du journal arabe de Londres *Al-Hayat*, a répondu que ce n'était même pas un oiseau du coin mais un oiseau apporté d'ailleurs. On a souvent montré cette mouette à la télévision pour illustrer l'affaire de la marée noire, mais certains journalistes pensent que l'histoire était truquée. M^me^ Rossier a affirmé plus tard que ni elle, ni les journalistes, ni l'équipe d'opérateurs avec lesquels elle voyageait n'avaient vu d'oiseaux morts sur les plages.

M^me^ Dergham a aussi critiqué le fait qu'on n'avait pas réussi à connaître le nombre des victimes irakiennes. Avec Ann Nelson, directrice du Comité (américain) de protection des journalistes (*Committee to Protect Journalists*), elle a indiqué que la *Harvard Medical School* évaluait le chiffre des morts à 170 000, sans compter les Irakiens qui mouraient encore des suites de leurs blessures. «Il faut insister, a déclaré le général Sidle, et je vous le dis en tant que victime : faites-le, parce que c'est le rôle de la presse. Quant à la nappe de pétrole, j'aimerais moi aussi en avoir le coeur net.» Pour M^me^ Dergham, la question des victimes n'est pas seulement une histoire à suivre, mais une terrible tragédie.

Selon M^me^ Rossier, les informations données aux séances d'information de l'armée auxquelles elle avait assisté en Arabie saoudite n'étaient pas mensongères mais peut-être à moitié vraies, et ce qu'on y racontait s'est parfois avéré complètement faux. À titre d'exemple, elle a cité une déclaration datant du début de la guerre, selon laquelle la capacité nucléaire de l'Irak avait été détruite, et elle en a mentionné une autre qui affirmait que vingt-sept Américains avait été tués par un missile irakien *Scud* avant même que la guerre n'ait commencé. En octobre, au moment où nous rédigeons ces lignes, la mise au point de l'arme atomique par l'Irak préoccupe toujours la communauté internationale.

Milton Viorst, correspondant du *New Yorker* au Moyen-Orient, est un journaliste qui a poursuivi lui-même sa quête de la vérité avant, pendant et après la guerre. Ainsi qu'il l'a précisé lors du déjeuner où il a pris la parole, il voulait surtout savoir si le gouvernement américain avait vraiment cherché à éviter une guerre avec l'Irak, ou si ses efforts apparents en faveur de la paix ne visaient qu'à camoufler sa détermination à donner une bonne leçon à Saddam Hussein et à faire des États-Unis la grande puissance du Golfe, sans contestation possible. D'après son exposé, c'est cette dernière raison qu'il faut retenir, mais d'autres participants sont d'avis contraire.

M. Viorst a déclaré qu'il avait passé une année entière à étudier la crise dans la région. La couverture médiatique de la guerre a-t-elle servi à quelque chose ? a-t-il demandé. «À mon avis, indéniablement.» Ce n'est que tout récemment que ses recherches lui ont permis d'apprendre, qu'en tant que membre du commandement central de l'armée

américaine, le général Schwarzkopf s'était rendu plusieurs fois au Koweit dans les mois précédant la guerre. C'est en partie sous son influence qu'au lendemain de la Guerre froide, les États-Unis ont cessé de s'inquiéter du danger posé par la présence soviétique et iranienne dans la région pour s'intéresser à la menace irakienne.

«À mon sens, tout le problème est là; c'était une preuve de plus que les États-Unis avaient beaucoup influencé l'attitude du Koweit dans les mois précédant l'invasion. Or, c'était peut-être une attitude très malsaine, si l'on considère qu'une série de négociations très tendues avec l'Irak étaient en cours (...) Le président, exerçant son rôle de propagandiste en chef des États-Unis, nous disait ce qu'il voulait que nous sachions, mais le problème, c'est que la presse n'a pas contesté ses propos. Je lisais tous les jours le *New York Times* et le *Washington Post*, et je regardais un peu la télévision. Dans la presse américaine, je n'ai pas trouvé de grandes différences avec le programme du président Bush (...) Ni le Congrès ni le peuple américain n'ont obtenu les renseignements dont ils avaient besoin pour s'opposer au président au sujet d'une guerre qui, selon moi, aurait pu être évitée.»

M. Viorst n'a rien trouvé qui puisse prouver qu'au départ, Saddam Hussein voulait détruire la souveraineté du Koweit. Il y avait eu un léger différend frontalier quant au bornage tracé dans les années 1920 par un diplomate britannique et jamais accepté par l'Irak, mais ce différend-ci portait sur la propriété de gisements pétrolifères. Un autre litige concernait des îlots sablonneux du Golfe, sans valeur pour le Koweit mais utiles pour la protection d'un port irakien. Les Koweitiens refusaient de les céder à Bagdad. Il y avait un contentieux au sujet des dettes contractées par l'Irak envers l'Arabie saoudite et le Koweit lors de la guerre avec l'Iran, dettes que les Koweitiens refusaient d'annuler. Enfin, l'Irak accusait le Koweit d'effectuer des forages obliques pour pomper du pétrole en territoire irakien. Saddam avait à plusieurs reprises averti le Koweit qu'il se mettait dans une situation dangereuse, mais les dirigeants koweitiens avaient ignoré ces avertissements et ne s'étaient pas préparés à une attaque. Il ne fait aucun doute qu'ils avaient été influencés par le général Schwarzkopf, qui les avait sans doute assurés du soutien américain, selon M. Viorst, qui a reconnu n'avoir trouvé aucune preuve d'une

conspiration américano-koweitienne. Cependant, les Arabes estimaient en général que les Koweitiens étaient devenus très avides et que les promesses d'un soutien américain les confortaient dans leurs positions.

Selon M. Viorst, Saddam a fait une erreur en occupant tout le Koweit. S'il n'avait pris que la région contestée, Washington aurait agi tout autrement. Même après l'invasion, Saddam Hussein a paru indécis, ce qui a aussi semblé être le cas du président Bush, qui, cependant, après une rencontre avec M^me^ Thatcher, a adopté une position intraitable. Il a découragé les négociations proposées par les États arabes ou leur a opposé son veto. Il a opté pour une stratégie de diplomatie par ultimatum et s'est préparé à la guerre, au lieu d'affronter la crise à la façon du président Kennedy lors de l'affaire des missiles de Cuba, c'est-à-dire en permettant à son adversaire de sauver la face. Le président Bush a montré clairement qu'il tenait à humilier Saddam Hussein, à le chasser du pouvoir, à détruire son potentiel de guerre et à faire des États-Unis la puissance incontestée du Golfe, en remplacement des Britanniques, entreprise commencée en 1971.

Pour les États-Unis et leurs alliés, ce fut une guerre facile, a déclaré M. Viorst. Les seuls qui ont beaucoup souffert, ce sont les Irakiens et les Koweitiens. La presse et le public américains étaient du côté du vainqueur. Peu de personnes ont contesté le point de vue du président sur une guerre qui aurait pu être évitée. La presse souffrait peut-être d'une crise de confiance, pensant sans doute qu'elle avait joué un trop grand rôle au Viêt-nam. «Je crois que nous avons vraiment très mal informé la population américaine et qu'elle n'a pas pu prendre, sur cette guerre, une décision valable en toute connaissance de cause. Je crois que nous devrions avoir honte.»

Le général Sidle est alors intervenu pour déclarer qu'en raison de sa place dans le commandement, le général Schwarzkopf était responsable de la région du Golfe et que ses visites au Koweit avant les hostilités n'avaient donc rien d'étrange.

Le dernier après-midi du colloque, M. Jeremy Kinsman, sous-ministre adjoint, secteur des affaires politiques et de la sécurité internationale au ministère des Affaires

extérieures, a donné une autre version des débuts de la guerre. Revenant d'une visite à Moscou, il n'avait pas pu assister aux premières réunions du colloque, et arrivait juste à temps pour nous exposer son point de vue. Quoi qu'il en soit, ses remarques semblaient réfuter les propos tenus la veille par M. Viorst.

M. Bernard Wood a estimé que les participants partageaient la thèse selon laquelle les Américains n'avaient pas réellement essayé d'éviter la guerre, et il a invité M. Kinsman à donner son avis. Celui-ci a été catégorique. À aucun moment, a-t-il dit, il n'avait douté que les États-Unis préféraient trouver une solution pacifique plutôt que de faire la guerre. L'affaire irakienne était une «crise de communications reposant sur des malentendus, dans laquelle la télévision avait joué un rôle essentiel. Il était faux de dire que les Américains avaient décidé en septembre ou en octobre de faire la guerre. Malgré le rôle joué par CNN (voir chapitre IV), les informations circulaient mal. Chaque gouvernement utilisait la télévision à ses propres fins.

L'événement clé, a soutenu M. Kinsman, a été le sommet d'Helsinki qui a réuni, en septembre, les présidents Bush et Gorbatchev. Les responsables canadiens étaient inquiets de voir les Américains présenter Saddam Hussein comme un véritable démon, mais ils avaient tort. En faire un démon, c'était lui faire trop d'honneur. Imaginez ce que Saddam Hussein a pu ressentir en voyant qu'à Helsinki, Bush et Gorbatchev parlaient constamment de lui. Il a mal jugé l'effet de ses propres apparitions télévisées et il a cru que les États-Unis étaient un tigre de papier. Chez le président Bush, en revanche, même après le rassemblement des forces considérables de la coalition, la préférence pour la paix a persisté, mais «sans qu'il se sente pour autant prêt à modérer les termes de la déclaration initiale; à savoir que le mal devait être complètement et totalement réparé avant d'entamer des négociations.»

Les sanctions avaient eu «plus ou moins» d'effet. Pour être efficaces, elles auraient dû durer plus longtemps, mais la coalition se serait désagrégée, a affirmé M. Kinsman. Au Canada, beaucoup pensaient que c'était une guerre livrée par les États-Unis. Pour le gouvernement, c'était une guerre des Nations Unies à laquelle le Canada participait.

À une autre personne qui lui demandait pourquoi on n'avait pas laissé les sanctions agir plus longtemps, M. Kinsman a proposé une autre série de réponses : l'Arabie saoudite se sentait «menacée» par la présence de femmes dans les armées stationnées sur son sol, présence qui était contraire aux moeurs locales; les Américains devaient prendre la direction des opérations parce qu'ils avaient 500 000 hommes sur place et que, les Chinois n'ayant pas voté la résolution 678 (autorisant le recours à la force), la coalition ne pouvait pas déléguer son autorité au Conseil de sécurité de l'ONU.

Alors que de son bureau de Bagdad, Peter Arnett présentait en direct un reportage sur le premier raid aérien, et quels qu'aient été les arguments et les motifs des Américains, le président Bush a «lâché les chiens de guerre».

IV LA GUERRE SELON CNN OU COMMENT LES REPORTAGES EN DIRECT ONT CHANGÉ LA DIPLOMATIE ET PEUT-ÊTRE LA GUERRE

Dans les derniers jours du mois de guerre, un diplomate canadien voyageait dans les États du Golfe. En rendez-vous avec un ministre important de la région en crise, le Canadien se trouvait assis face à lui, alors que, derrière, sur l'écran d'un poste de télévision, un journaliste de CNN commentait des images de guerre. Puis, un changement de décor : le président Bush venait de rejeter une offre de paix soviétique. Absorbé par la nouvelle, le Canadien se trouva incapable de suivre ce que lui disait le ministre qui, lui, n'écoutait pas la télévision placée derrière lui.

Des millions de gens dans le monde ont dû voir à la télévision les avions américains piquer sur Bagdad lors de la première offensive aérienne massivé. Ce n'était pas vraiment une surprise. Le président Bush avait menacé à maintes reprises qu'il attaquerait et il avait lancé à Saddam Hussein de nombreux ultimatums dans lesquels il l'exhortait à commencer de retirer ses troupes et ses chars. La presse avait étudié les différentes dates possibles et les lecteurs connaissaient la date de la pleine lune. Dans de nombreux foyers d'Amérique du Nord, d'Europe et du Moyen-Orient, les postes de télévision étaient branchés sur CNN -- *Cable News Network* -- qui a son siège à Atlanta (Géorgie) et dont les bureaux, répartis à travers le monde, se consacrent à l'art du reportage en direct. Dans le monde entier, les missions diplomatiques sont restées branchées sur CNN tant que le ministre ou le responsable travaillait, ce qui était souvent la plus grande partie de la nuit et toute la journée. Il en allait certainement de même dans les cabinets et les résidences des présidents, rois, émirs et cheiks qui, parfois, étaient aussi les acteurs du drame en cours et donc des acteurs pour CNN.

«Si l'on prenait un événement important, qu'on le réduisait à un documentaire de deux heures, qu'on le diffusait à la place des informations n'importe quel soir de la semaine, il y aurait sans doute très peu de gens à le regarder,» a déclaré Ed Turner, vice-président exécutif de CNN chargé des nouvelles nationales et internationales (et sans lien de parenté avec le génial propriétaire et président de CNN, Ted Turner). «Mais, si

vous prenez la même histoire, les mêmes nouvelles et les mêmes opinions, si vous y ajoutez un journaliste ou un présentateur vedette qui présente son reportage sur place en direct, et si vous y injectez à bon escient, mais souvent, des images en direct d'autres éléments de l'histoire, je crois que vous pouvez non seulement attirer un public considérable, mais également servir efficacement les téléspectateurs.»

Un immense public a suivi la crise irakienne de 1990-1991 et ce, dans tous les pays. C'était presqu'au sens littéral le «village global» imaginé par Marshall McLuhan. On trouvera en annexe au présent rapport le texte d'une allocution prononcée par M. Turner, allocution qui ressemble beaucoup à une longue auto-publicité de CNN. Elle contient une maxime mémorable : «Les gouvernements utilisent et manipulent s'ils le peuvent. À la personne manipulée de décider si ce qu'on lui offre est digne d'être publié.» Ce qu'on offre, c'est souvent de la propagande, mais cela aussi peut constituer une nouvelle dans un contexte donné.

Les dirigeants nationaux, qui ont joué leur rôle au cours de la crise, ont parfois appelé Atlanta et manifesté le désir d'apparaître devant cet auditoire mondial, dont faisaient partie des millions de citoyens ordinaires mais aussi le club des dirigeants, les experts et les responsables qui conseillaient les dirigeants, et les spécialistes qui remplissaient les vides, qui analysaient, critiquaient et prophétisaient.

Lors d'un déjeuner donné le lendemain de l'exposé de M. Turner, la journaliste Ann Medina, de la CBC, a provoqué les rires et les applaudissements de son auditoire en en donnant une parodie : «Ce qui me tracasse, c'est comment on envisage l'avenir de l'émission de Larry King. Le roi Hussein est sur la ligne deux et Kadhafi sur la une. À qui va-t-on donner la priorité ?» La parodie n'était pas si loin de la vérité. M. Turner avait raconté l'anecdote suivante : le dirigeant libyen Muammar al-Kadhafi (qui était le Satan du président Ronald Reagan comme Saddam Hussein est le Satan du président Bush) avait téléphoné quatre fois en exigeant de passer à l'antenne avant que quelqu'un de CNN croie vraiment que c'était lui. Finalement, il s'était révélé impossible d'obtenir la liaison par satellite avec sa tente. Le roi Hussein avait téléphoné le même

soir et il était passé à l'antenne, sans doute parce que son palais était mieux équipé que la tente de Kadhafi pour le journalisme électronique.

On a beaucoup vu, sur CNN et sur d'autres réseaux, George Bush et Saddam Hussein, les principaux adversaires de cet affrontement de volontés, exposer leurs arguments aux peuples du monde. L'un d'eux semblait parfois parler pour tenter de convaincre l'autre mais toujours pour obtenir l'avantage moral. Toutefois, Saddam n'a pas paru très bien saisir comment ses apparitions seraient perçues par le peuple américain et ses alliés. Ainsi, au début de la crise, avant la guerre même, il a organisé une scène qui, apparemment, se voulait humaine et touchante. On y voyait des otages occidentaux, des adultes, de toute évidence terrifiés, qui le regardaient tapoter la tête et serrer la main de leurs jeunes enfants. Les spectateurs occidentaux ont reçu cette espèce de télé-roman comme l'utilisation horrible d'enfants pour alimenter une machine de propagande, comme un jeu répugnant avec les émotions humaines. Saddam Hussein a également manqué son but quand il a fait défiler devant les caméras de télévision des pilotes américains et britanniques. À voir ces pilotes, le visage tuméfié et les yeux baissés, s'exprimer d'une voix monocorde, il n'était que trop évident qu'on les avait battus et obligés à faire une fausse déclaration.

Toutes les chaînes de télévision ont naturellement diffusé un très grand nombre de reportages sur la crise et sur la guerre, que ce soit la CBC, CTV ou Global. CNN a eu ceci de particulier qu'elle n'a pas diffusé grand-chose d'autre. Son programme, c'était des nouvelles, en direct si possible, plus des résultats sportifs et beaucoup de réclames pour son auditoire très gonflé de consommateurs. Grâce à une grave crise mondiale, CNN a pu diffuser tout ce qui se déroulait en public, généralement au moment de l'action, et rediffuser les images des principaux événements, ce qui était aussi utile, vu que personne ne peut passer tout son temps devant un poste de télévision. Comme l'a dit Geneviève Rossier de Radio Canada à propos des pools de presse : «Les journalistes espéraient que la guerre se terminerait rapidement, car il aurait bientôt fallu appartenir à un pool pour aller aux toilettes.» Grâce à la façon dont les programmes de CNN étaient présentés, même cela était possible. D'autres chaînes consacrèrent beaucoup de temps aux «bavards», à ces experts aux connaissances supérieures à celles du téléspectateur moyen, qui

parvenaient parfois à ajouter une certaine dimension au contexte et une interprétation utiles. Mais, si l'on considère l'évolution rapide des événements pendant ce mois de guerre, rien ne pouvait faire concurrence au reportage en direct.

Comme d'autres productions de la télévision, la guerre selon CNN a produit une vedette : Peter Arnett, petit Néo-Zélandais coriace, et ancien journaliste au Viêt-nam dont l'allure batailleuse et l'aspect physique conviennent bien au personnage. Peter Arnett s'est démené comme un diable pour rester à Bagdad, quand on a demandé à tous les correspondants restants de quitter le pays dès que la guerre éclaterait, a déclaré M. Turner dans une conversation avant son discours. Certains sont partis sur ordre de leurs employeurs; d'autres, ceux de la BBC notamment, ont protesté et demandé la permission de rester. Quelles qu'en aient été les raisons, que ce soit la ténacité d'Arnett ou le fait que Saddam Hussein ait reconnu les possibilités d'une diplomatie directe et la valeur de CNN comme instrument de propagande, seule la demande d'Arnett a été retenue. Pendant la plus grande partie de la guerre, CNN a été le seul organisme d'information occidental à l'intérieur de l'Irak et, quand Saddam voulait s'adresser au monde, c'est Arnett qu'il appelait. On n'a pas eu beaucoup de renseignements sur d'autres régions du pays, ni même sur la grande ville de Bagdad, mais les téléspectateurs qui captaient CNN ont au moins vu la guerre par les yeux et les objectifs d'Arnett et de son équipe de prise de vues, depuis les premières images, à vous donner des frissons, filmées dans sa chambre d'hôtel jusqu'aux affreuses scènes du carnage causé par une bombe américaine sur un abri antiaérien où s'étaient entassés des femmes et des enfants. Certains membres du Congrès américain avaient vivement critiqué Arnett et CNN pour avoir diffusé ce film, mais c'est ce qui se produit dans toutes les guerres quand on laisse entendre par des écrits ou par des images que les habitants du pays ennemi sont aussi des êtres humains.

On peut dire sans exagérer que presque tout le monde a suivi les principaux épisodes de cette histoire «en temps réel». Si, dans certaines régions, en particulier dans le monde arabe, on a pu penser que les médias occidentaux n'avaient pas couvert l'événement avec impartialité, il serait difficile de blâmer CNN, puisqu'une grande partie de ses reportages se

composait de films, pris sur le vif, de scènes réelles et que le commentaire qui les accompagnait, notamment celui d'Arnett, était soigneusement conforme aux faits.

Au cours d'une discussion de groupe portant principalement sur d'autres sujets (voir chapitre V), Mark Starowicz, producteur exécutif du *Journal* de la CBC, a émis des réserves sur les avantages des émissions de télévision en direct par opposition aux documentaires soigneusement montés.

> Les stratégies des gouvernements à l'égard de la presse et le simple fait que les journalistes soient si nombreux continueront de ramener beaucoup d'événements mondiaux à des occasions de prendre quantité de photos. Et je pense que l'on peut décrire la guerre du Golfe comme une occasion de prendre des photos.
>
> Ceci conduit à une forme d'escalade particulièrement pernicieuse, par le biais du présentateur (...) C'est à qui trouvera le meilleur arrière-plan, le mur de Berlin ou les dômes bleus de l'hôtel Dharan. Tout le monde a cru que ces dômes faisaient partie d'une mosquée mais, en réalité, ils surplombent la piscine. Notre correspondant à Amman, avec sa chemise à épaulettes, est devenu le symbole du journalisme du 'cargo cult' de l'ère des satellites. 'Si vous me voyez là, en direct, avec un minaret derrière moi, c'est donc que je suis journaliste et que vous devez me croire'.

«La télévision est un moyen encore très primitif», a déclaré Starowicz. La CBC a un correspondant en Asie et il est censé couvrir l'événement sur un continent peuplé de milliards d'habitants. On pourrait dire la même chose de certains journaux canadiens, mais la plupart n'ont pas de correspondants à l'étranger, que ce soit en Asie ou ailleurs. Il y a, toutefois, une différence et c'est que les journaux ont recours à des agences de presse internationales qui, elles, ont des correspondants dans de nombreux pays. La télévision ignore presque totalement ce qui se passe dans un pays où un reporter ne peut pas aller et d'où il ne peut envoyer des images.

Il vaut mieux n'avoir qu'un journaliste plutôt qu'aucun, à condition qu'il soit bon, qu'il se trouve au bon endroit au bon moment et qu'il puisse transmettre son message à qui de droit. Peter Arnett de CNN réunissait ces qualités.

V ASSISTER AUX ÉVÉNEMENTS OU S'INSPIRER DES REPORTAGES TÉLÉVISÉS ?

Les rédacteurs et les directeurs des informations ignoraient en janvier ce que tout le monde a appris à la fin de février; à savoir que la guerre durerait un mois et qu'elle serait presque entièrement livrée par l'aviation. En réunissant un nombre considérable de journalistes dans le désert, tout comme un nombre phénoménal de fantassins, on partait du principe qu'ils seraient confrontés à une guerre terrestre épuisante et d'une durée imprévisible. Ce simple fait n'a pas été abordé au colloque de l'ICPSI. Il aide pourtant à expliquer pourquoi on a assisté, en Arabie saoudite, au spectacle apparemment absurde de plusieurs milliers de journalistes recueillant l'essentiel de leurs informations à des séances de comptes rendus ou les puisant dans des émissions en direct de CNN, toutes choses que les rédacteurs et les collègues restés chez eux pouvaient tout aussi bien obtenir ou voir depuis leurs bureaux. Il arrivait parfois que, les salles de conférence étant pleines, les journalistes les suivent depuis leur chambre d'hôtel, dans un cadre peu différent de ce qu'ils avaient à la maison. Comme on s'en est aperçu plus tard, ils auraient tout aussi bien pu suivre la guerre depuis Washington ou de quelque base d'opérations pourvue de moyens électroniques. Mais cela, on n'en savait rien en janvier.

Ces arguments permettent aussi de répondre au général Sidle qui se plaignait de voir une multitude de petits journaux américains encombrer la région de leurs journalistes au lieu de s'en remettre aux «grands» comme l'*Associated Press*, le *New York Times*, le *Los Angeles Times* ou le *Washington Post*. On avait envoyé ces correspondants écrire des articles sur les GI de leur ville, ce qui était une mission bien légitime n'exigeant pas une connaissance particulière du Moyen-Orient. Les journalistes canadiens (et étrangers) étaient là pour des raisons identiques, c'est-à-dire pour faire des reportages sur nos troupes quand elles étaient engagées dans une opération, et pour donner le point de vue canadien qui, comme nous l'avions appris au Viêt-nam, était souvent très différent de celui des Américains.

Jeffrey Dworkin, réalisateur chargé des informations à la radio de la CBC, a été l'un de ceux qui ont essayé de changer ce qu'il appelait «l'atmosphère lugubre de ce colloque». Il s'est élevé contre la façon généralement négative dont on présentait le rôle de la presse, en soutenant que ses propres journalistes avaient bien expliqué aux auditeurs canadiens ce qui se passait et pourquoi. Il a déclaré que les «magnifiques» articles de M. Viorst dans le *New Yorker* avaient également servi de points de départ à des documentaires diffusés dans les émissions *Sunday Morning* et *As It Happens*.

Geneviève Rossier, dont les participants ont fort apprécié l'intervention du premier matin faite presque au pied levé, s'est vue décerner de vifs éloges pour son travail effectué dans le Golfe dans des conditions pénibles. Aileen McCabe, qui avait passé deux ans dans la région comme correspondante au Moyen-Orient de *Southam News*, a fait preuve d'initiative et d'esprit d'analyse. Bloquée en Jordanie avec 900 journalistes, elle avait produit une série de rapports profonds dénués de toute trace de l'omniprésente propagande et elle s'était efforcée d'exposer le point de vue des populations arabes. Cependant, le rédacteur et directeur général de *Southam News*, Jim Travers, était, dans l'ensemble, mécontent des résultats obtenus par le groupe de journalistes canadiens.

> Dans ce combat, la participation canadienne était si faible que nous n'avions en fait aucune anecdote militaire à raconter (...) En tant que groupe de presse, nous n'avons pas pu exercer de pressions suffisantes sur le gouvernement fédéral (...) pour qu'il explique pourquoi il n'essayait pas d'amener les États-Unis à poursuivre les sanctions (...) Nous nous sommes mis dans une situation telle qu'on pouvait facilement nous duper, en partie parce que nous dépendions des sources américaines qui, le conflit commencé, se sont révélées d'un chauvinisme surprenant (...) qui s'est même manifesté dans des organismes hautement respectés (...) Je ne pense pas, en fin de compte, qu'en tant que journaalistes,nous avons réussi à fournir les informations dont les gens ont besoin dans une démocratie pour juger des problèmes et se faire une opinion fondée sur la poursuite de la guerre (...) Le public, qui n'avait aucune envie de prendre notre parti, était de fait très content de voir qu'on avait imposé des limites à la presse. Je crois que c'est quelque chose dont nous devrions beaucoup nous inquiéter.

Les adeptes de l'auto-critique ont trouvé un réconfort dans les paroles prononcées le deuxième jour, au cours du déjeuner, par Ann Medina, journaliste, productrice et correspondante chevronnée de la CBC à l'étranger. Son credo, apparemment simple, mais difficile à appliquer en réalité, est le suivant : le travail d'un journaliste consiste à témoigner.

> Bien sûr, il n'y a pas d'objectivité intégrale, mais ce qu'on ressent comme tel au fond de soi. Nous savons tous ce qui est plus ou moins subjectif, plus objectif ou moins objectif. Cela fait une grande différence quand un journaliste part en reportage et qu'il essaie de se débarrasser de tout ce qui l'encombre, de tous les préjugés, de toutes les idées reçues. Il n'y parvient pas, mais il essaie, il s'efforce de raconter ce qu'il a vu (...)
>
> Comment fonctionne-t-on en reportage ? On sait que, même en temps normal, un gouvernement, une opposition ou un groupe de pression quelconque cherchera à déformer un tant soit peu la moindre information. D'ailleurs, qui ne le fait pas ? Il nous arrive à tous de bousculer un peu la vérité. S'il en est ainsi en temps de paix, que dire du temps de guerre, quand les enjeux sont élevés ? En temps de guerre, si on perd la partie, les conséquences sont plus graves. Les pressions exercées pour tromper les gens, pour déformer d'un rien la vérité sur les événements, les tentations d'agir ainsi (...) sont plus grandes qu'en toute autre circonstance. En outre, quand il y a guerre, chaque partie a tendance à se mentir, à vouloir se convaincre qu'elle s'en tire bien, qu'elle va gagner, à prendre ses désirs pour des réalités (...) Comment témoigne-t-on, comment trouve-t-on la vérité avec tous ces mensonges, ces illusions et ces changements rapides ? Faut-il faire confiance aux responsables, aux dirigeants (...) Doit-on s'en remettre aux spécialistes ?

S'appuyant sur son expérience en Afrique, en Chine et au Moyen-Orient, M^me^ Medina a démontré que la version ou les prévisions officielles des faits étaient souvent erronées et qu'en faisant l'effort supplémentaire d'aller voir les gens et de leur parler, on pouvait découvrir au moins une part de la vérité. Au cours de la guerre du Golfe, les journalistes n'avaient que rarement la possibilité d'agir ainsi; ils en étaient réduits à transmettre des informations officielles, dont beaucoup, délibérément ou non, étaient fausses. Si l'on respectait M. Viorst et son travail, c'est notamment parce qu'il s'était déplacé seul, qu'il n'avait fait partie ni d'un pool ni d'une visite organisée et qu'il avait exposé ses conclusions en se fondant sur ses observations et ses entrevues à l'intérieur de l'Irak et du Koweit avant les restrictions imposées aux médias. Mais que

doit faire un journaliste quand il ne peut pas aller chercher personnellement ses informations ? Dans ce cas, a répondu M^me^ Medina, il doit au moins ne pas renoncer à douter de la véracité de ce qu'on lui dit.

Au cours d'un bilan à la fin du colloque, John Honderich, rédacteur du *Toronto Star*, s'est interrogé sur la nécessité de faire partie d'un pool. Il a cité le cas de Kevin Donovan, du journal *The Star*, qui, après avoir passé un jour à Riyad, avait loué une voiture et s'était rendu dans le Nord, à proximité du front, en compagnie de deux journalistes américains et d'un Suédois. Pendant trois semaines, il avait produit des reportages pour *The Star,* et ses compagnons avaient fait de même pour leurs journaux respectifs, sans ingérences ni plaintes des autorités américaines.

Les sondages réalisés par *The Star* ont révélé que, pour 75 p. 100 de ses lecteurs, la télévision avait été la principale source d'information sur la guerre du Golfe. Pourtant, pendant les cinq premiers jours des hostilités, le tirage du journal avait augmenté de 40 à 60 p. 100. Ce qui montre, comme l'a fait remarquer M. Honderich, que, même en regardant CNN, les gens avaient besoin de quelque chose de plus. «Ils ont cherché dans la presse écrite une mise en perspective.»

VI POURQUOI CERTAINES GUERRES FONT LA UNE DES JOURNAUX ET PAS D'AUTRES, PLUS IMPORTANTES : LES CONFLITS ET LE JOURNALISTE, ACTEUR DANS UN CONFLIT

Bien que dominé par les questions soulevées par la couverture médiatique de la récente guerre du Golfe, le colloque portait sur un thème plus vaste; à savoir : le rôle des médias dans les conflits internationaux. Il a été fait mention de ce que Bernard Wood a appelé «la première guerre du Golfe», celle entre l'Iran et l'Irak; de la révolte palestinienne contre Israël, l'*intifada*; et des prises d'otages, sujet traité par deux journalistes devenus, chacun à sa manière, acteurs dans ces sinistres drames.

Les participants américains ont souvent fait allusion au Viêt-nam, à cause du rôle clé joué par les médias dans ce conflit où, pour la première fois, les images de la guerre ont envahi les foyers, et à cause du ressentiment ainsi provoqué entre les militaires et les médias. Ce n'était pas seulement la nouveauté et le caractère fort dramatique d'une guerre télévisée qui étaient importants; c'était aussi la façon dont les reportages de la presse écrite et télévisée influençaient et reflétaient l'opinion publique américaine. Dans les premiers temps de ce long conflit, l'opinion était généralement favorable à une guerre qui s'inscrivait, estimait-on, dans la croisade mondiale contre le communisme. Plus les promesses d'une victoire rapide s'avéraient illusoires, plus le nombre des morts s'élevait, fait de plus en plus perturbateur, plus les Américains se sont mis à critiquer la guerre.

La vague de colère contre la guerre a balayé tout espoir de réélection en 1968 pour le président Lyndon Johnson. Son successeur, l'anti-communiste convaincu Richard Nixon, mit fin à une guerre, qui se soldait pour les Américains par une défaite inavouée. Telle est la puissance potentielle d'une presse non censurée quand la société accepte la transparence et que la technique permet de transmettre instantanément des mots et des images.

À l'autre extrême, il y a la couverture contemporaine des conflits en Éthiopie et dans l'Ogaden, au Soudan, au Libéria et entre l'Iran et l'Irak. Comparés à la place immense accordée dans les médias à ce qui s'est révélé être une guerre d'un mois l'hiver

dernier, les reportages consacrés à ces conflits sans fin étaient insuffisants. La raison en est, entre autres, que ni les États-Unis ni aucun autre pays occidental ne participaient à ces conflits. En outre, ces théâtres de guerre étaient difficiles d'accès. Au Soudan, presque aucun journaliste n'était admis.

Dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, les deux camps n'avaient autorisé que de brèves visites sur le front, visites d'ailleurs sévèrement contrôlées. Du côté iranien, les correspondants prenaient des risques considérables lors d'expéditions destinées à montrer la férocité des combats. Les visites organisées par les Irakiens avaient lieu pendant les accalmies, après les batailles, ce qui permettait de filmer des cadavres boursouflés. Dans les deux cas, les journalistes ne pouvaient s'éloigner sans encadrement.

En outre, si ces guerres n'ont soulevé qu'un intérêt sporadique, c'est peut-être parce qu'il n'y avait pas de «bons» à acclamer ni de «méchants» à conspuer. À la télévision, les événements sportifs et les fictions sont limités dans le temps et bouclés en une heure ou deux, généralement par des «héros». Beaucoup de spectateurs et de producteurs, conditionnés à choisir sans problème l'équipe locale et le bon policier, sont peut-être mal préparés à assister à une guerre interminable et sans issue dont on ne connaît pas les objectifs. La guerre entre l'Iran et l'Irak avait commencé par une invasion du territoire iranien par Saddam Hussein, que Washington considérait déjà comme un fieffé bandit. D'un autre côté, aux États-Unis et en Occident en général, les sentiments à l'égard de l'Iran étaient au plus bas en raison de l'épisode des cinquante-deux membres de l'ambassade américaine à Téhéran retenus en otages pendant 444 jours. Chez les Occidentaux, on souhaitait «que la peste les emporte tous les deux.» La politique américaine visait à aider l'Irak, mais sans attirer l'attention du public. La presse, comme elle le ferait en 1990-1991, n'a pas fait beaucoup pour aller au fond des choses.

La guerre qui s'est déroulée dans un pays plus lointain -- l'Afghanistan -- a été beaucoup plus couverte tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle. Pour les Occidentaux, il y avait les «bons» et les «méchants». L'Union soviétique a envahi l'Afghanistan pour consolider le pouvoir d'un dirigeant fantoche, et les moudjahiddin se sont battus pendant

neuf ans, jusqu'au départ de l'armée soviétique. (Les Afghans ont continué de se battre entre eux, mais le monde s'est désintéressé de leur sort.)

Toutes ces questions ont été soulevées au colloque, même si on n'y a pas toujours répondu. Jim Travers, qui avait couvert en partie la guerre Iran-Irak pour *Southam News*, a dit qu'il ne savait pas pourquoi il était difficile d'intéresser les lecteurs à un conflit qu'il considérait d'une importance majeure. Mark Starowicz, de la CBC, a déclaré que, pour la télévision, malgré huit ans de guerre et un million de victimes, «la guerre Iran-Irak aurait aussi bien pu se passer sur une autre planète». D'autres ont affirmé qu'à la télévision, si l'on ne montre pas d'images, il n'y a pas d'événement .

L'*intifada* pose un problème différent, qui a fourni aux participants au colloque un exemple intéressant de la manière dont plusieurs chaînes de télévision avaient couvert un incident particulier survenu dans un village arabe de Cisjordanie. Concernant le conflit entre les Arabes palestiniens et l'occupant israélien, presque tout le monde a une opinion, souvent tranchée d'ailleurs. Les articles publiés dans la presse et les reportages diffusés à la radio et à la télévision sont suivis avec une grande attention par les partisans des deux parties et les journalistes qui relatent un incident savent bien que, quoiqu'ils disent, ils feront toujours des mécontents.

M. Akiba Cohen, professeur en communications à l'Université hébraïque de Jérusalem, a commencé son exposé en déclarant qu'en Israël, tout le monde semble affirmer que les reportages consacrés à l'*intifada* sont injustes. Les voitures arborent des slogans invitant les gens à s'unir pour lutter contre l'hostilité des médias. En 1982, après le massacre des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, on a présenté à des groupes séparés de téléspectateurs pro-palestiniens et pro-israéliens aux États-Unis des extraits de nouvelles identiques. «Ceux qui étaient pro-palestiniens, pro-Arabes, trouvaient que les médias prenaient automatiquement le parti des Israéliens, et ceux qui étaient pro-israéliens, que les médias s'alignaient d'emblée sur la position arabe ou palestinienne».

D'après les études réalisés par le professeur Cohen, si l'on prend au cours d'une période donnée, des reportages télévisés et qu'on les note, on constate qu'ils tendent à se ressembler de plus en plus en contenu sur les différentes chaînes, même si, n'importe quel soir, ils sont différents en apparence. Il a montré comment on avait présenté un incident au cours duquel, dans un affrontement avec l'armée israélienne, quatre villageois palestiniens avaient été tués et un cinquième était décédé quelque temps plus tard des suites de ses blessures. Les reportages provenaient de chaînes américaines, britanniques, françaises, allemandes et israéliennes. Chacune avait utilisé son film différemment en modifiant la séquence des événements. Pour illustrer ce même incident, trois chaînes ont utilisé un film tourné le même jour dans un autre village, mais sans indiquer qu'il ne s'agissait pas du même endroit. Le journaliste de la BBC, qui commentait les images depuis Chypre, déclarait que six personnes étaient mortes et que, selon les Israéliens, il y avait un mort et quatre blessés. Le journaliste israélien affirmait que quatre personnes étaient mortes. La principale différence était que la télévision israélienne ne montrait que fugitivement les cadavres. Dans son film, on voyait plusieurs longues séquences sur le village et un bref affrontement dans la rue. Les autres chaînes diffusaient des images de l'affrontement et montraient les cadavres en gros plan.

Le professeur Cohen a fait observer que ces reportages étaient très violents mais qu'en proportion de leur durée, les actes de violence et les tueries y occupaient assez peu d'espace, ce qui montre que les chaînes de télévision essaient d'équilibrer les images qu'elles diffusent en jouant sur le facteur temps. Résumant cette analyse par la suite, John Honderich, du *Toronto Star*, a déclaré que les différences entre les films des chaînes concurrentes n'avaient rien de surprenant, étant donné qu'il y plus d'une façon de raconter un même incident.

Parlant de la violence à la télévision, M. Florian Sauvageau, professeur en communications à l'Université Laval (Québec), a essayé de distinguer l'information nécessaire du sensationalisme. Quand, dans la guerre avec l'Irak, on a montré le visage tuméfié des prisonniers, c'était de l'information; mais les diffuser dix fois, c'était du sensationalisme. La même chose vaut, selon lui pour la diffusion répétée du reportage

montrant le drapeau québécois foulé aux pieds en Ontario. Au cours d'une étude de l'affrontement à Oka, en 1990, entre les Mohawks et l'armée, ses élèves ont trouvé la couverture télévisée «sensationnaliste et déroutante à force de répétition». D'un autre côté, une étude américaine avait révélé qu'un film télévisé sur les réfugiés kurdes en Irak avait «changé l'attitude du président Bush» (le poussant à davantage de compassion à leur égard). À une écrasante majorité, les téléspectateurs affirment qu'en montrant la violence, on encourage la violence; les producteurs de télévision soutiennent le contraire. Selon le professeur Sauvageau, le problème, politiquement parlant, consiste à trouver un juste milieu.

À l'occasion de ces interventions, M. Bernard Wood a fait observer que la presse écrite n'était pas moins sélective. CNN a atteint le summum de sa puissance à cause de tout ce qui s'est passé au cours des deux ou trois dernières années, mais tout n'a pas été violence, il y a eu des moments dramatiques. «Les gens étaient tout autant passionnés par les 'révolutions de velours'.»

M. Starowicz a déclaré que la télévision en direct le mettait mal à l'aise et qu'il préférait les documentaires au montage soigneux, mais qu'on ne pouvait remettre «le génie dans sa lampe». Après avoir évoqué la faiblesse des reportages sur la guerre Iran-Irak, il a expliqué comment le service des nouvelles de la CBC avait jugé un événement sans caractère militaire : au printemps dernier, 140 000 personnes sont mortes dans des inondations au Bangladesh, mais on a estimé que cela «ne méritait pas un déploiement de technologie médiatique».

Un autre groupe a parlé de l'expérience de deux journalistes touchés de près par des prises d'otages. Roger Auque, ancien correspondant à Beyrouth de Radio-Canada et journaliste à *Paris Match*, a lui-même été otage pendant presque une année. Quant à Jean Pelletier, actuellement au *Journal de Montréal*, c'était le correspondant à Washington qui avait décroché un reportage exclusif sur les otages américains cachés à l'ambassade du Canada à Téhéran.

M. Auque a évoqué le moment où, sur le balcon de son hôtel le soir de sa libération, alors qu'il regardait les étoiles, qu'il n'avait pas vues depuis un an, il s'est dit qu'il était peut-être le négociateur le mieux placé pour faire relâcher les autres otages, que ce serait une façon positive d'utiliser la presse. On utilise la presse de bien des façons dans une prise d'otages, et, selon lui, il faut qu'il en soit ainsi. Les ravisseurs se servent de la presse pour présenter leurs exigences, remises dans des enveloppes brunes par des messagers à moto. On utilise les médias pour rejeter des exigences mais, même s'ils servent de porte-parole aux terroristes, ils facilitent souvent les négociations.

«Les Américains croient quelque peu naïvement qu'on ne négocie pas avec des terroristes, mais ils profitent de la presse tout autant que les autres.» Quand on lui a demandé s'il ne vaudrait pas mieux que les journalistes s'abstiennent d'écrire des articles sur les prises d'otages, il a répondu : «Non! Je suis journaliste et j'ai été otage, et je crois que les articles publiés dans la presse sont nécessaires.» Un diplomate américain lui avait dit un jour que, si quelqu'un se faisait prendre en otage, c'était de sa faute, et que le gouvernement américain ne modifierait pas sa politique pour venir en aide à quelques personnes. «Je crois que ce diplomate ne devrait pas oublier que le gouvernement américain doit assurer la protection de ses ressortissants à l'étranger.»

À M. Pelletier, qui avait gardé secrète la présence des otages dans l'ambassade du Canada jusqu'à ce qu'il soit sûr qu'ils étaient hors de danger, on a demandé quand un journaliste devrait s'abstenir de faire publier ses articles. «Je n'ai aucune recette, aucune formule magique à vous donner. Je ne pouvais prendre cette décision moi-même, j'en ai discuté avec mes patrons et, finalement, on m'a dit que c'était à moi d'en décider. J'ai résolu de garder le secret plutôt que de mettre des vies en danger. La presse doit souvent garder des secrets.» Il a convenu avec M. Auque que les médias devraient s'assurer qu'on n'oublie pas les otages. Dans l'affaire des otages de l'ambassade, a-t-il déclaré, la pire erreur avait été celle d'une chaîne de télévision qui avait proclamé que «c'était l'Amérique qui était prise en otage.»

Cette déclaration sensationnelle et exagérée, qu'il attribuait à la chaîne ABC, avait rendu les preneurs d'otages encore plus fiers d'avoir violé le droit international et l'immunité diplomatique.

VII CONCLUSION : DIFFÉRENCES ÉVIDENTES ENTRE DEUX SOCIÉTÉS, LEUR RÔLE MILITAIRE ET L'ATTITUDE DE LEURS MÉDIAS

Le colloque de l'ICPSI a mis en évidence les rôles très différents du Canada et des États-Unis dans le monde, les divergences frappantes créées entre les deux sociétés par une histoire dissemblable, l'énorme déséquilibre entre leurs forces militaires et la façon dont ces contrastes se traduisent dans leurs médias respectifs.

Au cours de la première matinée, Colin MacKenzie du *Globe and Mail* a fait remarquer combien la société américaine était plus militarisée que la nôtre. Comparée à celle des Américains, notre armée ne représente pas grand-chose, a-t-il déclaré, en s'empressant d'ajouter : «Je crois que c'est une bonne chose, mais cela ne donne guère matière à articles.» Le contre-amiral Larry Murray, nullement d'accord, a soutenu que les opérations de maintien de la paix menées par le Canada dans le monde représentaient de bons sujets d'articles et de reportages. Pourtant, dans un certain sens, ses arguments renforcaient la thèse opposée. Le Canada possède une petite armée qui fait du bon travail, et un travail utile, en désamorçant des situations dangereuses. Nos soldats empêchent des conflits qui couvent d'éclater et de faire la une des journaux, des conflits du genre de ceux qui amènent des présentateurs vedette à courir aux quatre coins du monde.

L'armée américaine combat dans davantage de guerres que le Canada, et elle a, proportionnellement, beaucoup plus d'hommes -- et maintenant de femmes -- en uniforme que lui. Chaque petite ville compte des jeunes gens dans les forces armées, ce qui représente l'occasion de nouvelles pour les différents médias, depuis le *New York Times* et CNN jusqu'aux stations de radio et aux hebdomadaires locaux. Les Britanniques et les Français ont, eux aussi, beaucoup plus de gens sous les drapeaux que le Canada, probablement parce qu'il arrive à ces pays de se comporter comme les grandes puissances impériales qu'ils étaient autrefois. Ils acceptent de consacrer de l'argent aux troupes et aux matériels dont ils ont besoin pour remplir ce rôle quand ils l'estiment nécessaire.

On retrouve ces différences dans nos discussions sur les conflits internationaux et dans nos définitions de l'intérêt général. Rajhida Dergham, citoyenne américaine née au Liban, est bien qualifiée pour en parler. Elle habite New York, où elle est correspondante du journal arabe de Londres *Al-Hayat*, et elle participe régulièrement à des émissions de la CBC et de PBS, la chaîne publique américaine, sur des questions concernant le Moyen-Orient.

«J'estime qu'après le Watergate, la presse américaine est devenue docile. Elle a cessé de s'attaquer au gouvernement», a déclaré Mme Dergham.

> La protection des intérêts nationaux est devenue la priorité *de fait* des médias. Pendant la crise du Golfe, la question des intérêts nationaux a pris le rang de problème de sécurité nationale, et on peut remarquer que le Congrès s'est montré beaucoup plus courageux que les médias. Les membres du Congrès ont fait des déclarations publiques, ils se sont interrogés pour savoir s'il fallait choisir la guerre, l'embargo ou les sanctions pour faire renoncer Saddam Hussein à son agression contre le Koweit, alors que les médias ne remplissaient pas leur tâche et acceptaient sans regimber les images bien empaquetées qu'on leur livrait de la guerre.

Comme exemples de ces images aux relents publicitaires, elle a cité l'assimilation de Saddam à un nouvel Hitler, les efforts déployés pour camoufler la vraie nature des dirigeants koweitiens et la présentation, erronée, d'un Koweit démocratique. «Les médias ont emboîté le pas au gouvernement, qui voulait faire la guerre», a déclaré M^me^ Dergham.

> Pour ne pas réveiller le syndrome du Viêt-nam, le gouvernement avait décidé de ne pas montrer des images de souffrances, ni de sang ni d'enfants morts. Je crois que les médias sont devenus la voix du gouvernement, qu'ils ont renoncé à leur privilège d'émettre des critiques, qu'ils ont renforcé l'opposition entre «eux et nous», «eux» étant l'ennemi ou les faibles (...), «nous» étant la puissante Amérique. Quand le patriotisme devient ethnocentrique, il est dangereux.

Pour expliquer comment les médias américains ont étouffé les opinions divergentes, M^me^ Dergham a révélé que PBS avait suspendu sans explication ses apparitions à la télévision et qu'on avait peu parlé de la mission de paix tentée, à titre personnel, par le démocrate bien connu, Ramsay Clark. Quant à elle, qui intervenait depuis plus de dix

ans dans l'émission de PBS *MacNeil-Lehrer Report*, elle a été tenue à l'écart pendant trois mois, peu après le début de la crise entre l'Irak et le Koweit, alors même qu'elle est spécialiste du Moyen-Orient. La CBC a fait régulièrement appel à elle dans ses émissions radiophoniques et télévisées consacrées aux affaires publiques. Après les vives critiques adressées à PBS pour ses prises de position unilatérales sur la guerre, elle a été «redécouverte» et est passée à l'émission trois fois de suite. «C'est une différence entre les médias américains et canadiens, et une grande différence», a-t-elle déclaré.

Au cours du même débat, l'Américaine Ann Nelson, qui a travaillé pour le *Journal* de la CBC, pour *Maclean's* et pour PBS, a accusé les médias américains de s'être livrés à une vaste opération d'auto-censure, non pas pour des raisons de sécurité, mais pour tromper le public américain sur la nature de la guerre. «Il n'existe pas de jolies petites guerres. À sa grande honte, la presse a prétendu le contraire.»

Le troisième intervenant dans ce débat sur la définition de l'intérêt général était William Solomon, membre de la faculté au Département du journalisme et des médias de masse de l'Université Rutgers. Lui aussi a condamné le travail effectué par les médias américains pendant la crise du Golfe. «L'Irak n'était pas aussi mauvais, ni le Koweit aussi innocent, que les images de George Bush voudraient le faire croire», a-t-il déclaré. Les sources d'informations et les commentateurs utilisés par la presse écrite, radiophonique et télévisée appartenaient à des groupes de réflexion de droite et étaient rarement pacifistes ou gens de gauche opposés à la guerre. Les images télévisées des matériels de haute technologie «ont aseptisé les tueries (...) À la fin de la guerre, Dan Rather a serré la main d'un général et l'a félicité d'avoir fait 'un travail magnifique'».

Les commentateurs canadiens, qui avaient plus de recul par rapport à cette guerre, ont semblé davantage conscients des objectifs distincts, et souvent opposés, des armées et de leurs messagers. Résumant le colloque, John Honderich du *Toronto Star*

a convenu avec les porte-parole militaires qu'il y avait une tension naturelle entre les journalistes et les soldats. «Cette tension ne disparaîtra pas. Le problème consiste à faire la distinction entre le souci de sécurité, qui est légitime, et ce qui est souvent un ensemble de considérations politiques».

ANNEXES

A LA COUVERTURE MÉDIATIQUE AVANT LA GUERRE A-T-ELLE EU UNE INFLUENCE QUELCONQUE ? -- Milton Viorst

La couverture médiatique de la guerre a-t-elle servi à quelque chose ? À mon avis, indéniablement.

Je suis fier d'être journaliste. Je pense que, dans l'ensemble, nous nous conduisons en professionnels intègres, et je suis heureux d'appartenir à cette corporation. Cependant, je ne suis pas de ceux qui croient que nous dictons la vie internationale. Pour moi, cette tâche incombe aux gouvernements et aux peuples. Nous avons, à mon sens, un rôle des plus essentiels à jouer dans l'interaction entre gouvernements et populations, surtout dans une société démocratique comme la nôtre. Si nous ne faisons pas notre métier, les peuples ne peuvent plus agir sur les gouvernements. Or, selon moi, c'est ce qui s'est produit dans cette dernière crise du Golfe. Nous n'avons pas fait notre métier et nous avons apporté la mauvaise réponse.

Je me trouvais au Koweit le mois dernier et j'y ai appris quelque chose que j'ai d'autant plus honte d'avoir manqué que j'ai couvert le sujet pendant une année entière.

Un dissident koweitien m'a raconté à Londres, où je m'étais arrêté, que le général Schwarzkopf s'était rendu à plusieurs reprises au Koweit dans les mois qui ont précédé la guerre pour s'entretenir avec le gouvernement local. Étant donné ma source, j'ai traité l'information avec scepticisme. C'était la première fois que je l'entendais -- peut-être certains d'entre vous sont-ils au courant ?

Cependant, arrivé au Koweit, j'ai interrogé un diplomate américain, qui a confirmé l'histoire : le général était bien venu assez souvent avant la guerre. En tant que membre du Commandement central, il lui revenait, entre autres, d'assurer aux Koweitiens qu'en cas d'ennuis avec l'Irak, les États-Unis les épauleraient.

Alors, j'ai décidé de me pencher sur la plus récente biographie du général Schwarzkopf, écrite d'ailleurs par deux journalistes compétents. S'ils ne confirmaient pas tout à fait mon information, en revanche, ils précisaient que lorsqu'il avait pris la tête du Commandement central, peu après la fin de la guerre Iran-Irak, ce dernier suivait la politique traditionnelle des décideurs américains dans la région, à savoir que, s'inspirant de la doctrine Carter, il partait du principe que le danger venait de l'URSS et de l'Iran.

C'est au général Schwarzkopf que l'on doit le total revirement du Commandement central, autrement dit son éveil à la menace que lui voyait en l'Irak.

Plus tard, j'ai eu un entretien avec le ministre des Affaires étrangères de l'émirat, Cheik Salim, personnage quelque peu solennel. Je lui ai posé la même question qu'au diplomate américain et il m'a confirmé que certes, Norman Schwarzkopf était venu plusieurs fois avant la guerre, dans le cadre d'un programme général de consultation avec les Américains, qu'il avait rencontré l'émir et le ministre de la Défense, et qu'il les avait nettement confortés dans leur position face à l'Irak pendant la crise.

J'étais un peu surpris de la facilité avec laquelle je rassemblais les éléments de cette histoire. Il me suffisait simplement de poser les bonnes questions. Je crois que les journalistes ne savaient pas quelles questions poser, ce qui nous a lancés sur la mauvaise voie.

Quel sens donner à cette information sur le général Schwarzkopf ? Pour moi, elle ne constitue qu'une pièce du casse-tête. Sans doute démontre-t-elle toute l'intelligence du personnage et combien il avait pressenti d'où la menace viendrait. Selon le point de vue adopté, cette explication peut sembler légitime. Ou, si l'on veut se montrer cynique, on peut dire qu'elle prouve que, comme tout bon général ambitieux, il était à l'affût d'une guerre à livrer avant de prendre sa retraite et qu'un conflit avec l'Irak revêtait donc un intérêt personnel à ses yeux. Son prochain biographe examinera probablement la question d'un peu plus près, parce que ce n'est certainement pas du domaine de l'impossible. On peut aussi considérer l'information sous un tout autre angle, ce que j'ai fait, c'est-à-dire

y voir une preuve de plus que les États-Unis influaient considérablement sur l'attitude des Koweitiens dans les mois qui ont précédé l'invasion. Ce qui était sans doute très malsain dans une situation de négociations difficiles, comme c'était le cas avec l'Irak.

Beaucoup d'entre nous oublient, après tout, qu'au printemps et pendant l'été 1990, le Koweit menait avec l'Irak des pourparlers dont le ton était très tendu. Nous avons oublié que George Bush nous a affirmé avec véhémence que l'invasion du Koweit par ce clone d'Hitler, dont le seul intérêt était l'agression, était brutale et gratuite. Je suis entièrement d'accord, mais je reprocherai ceci à cette description des événements : elle est tronquée. Saddam Hussein est un abominable personnage. Il n'avait aucun droit d'envahir le Koweit, j'en conviens pleinement, mais cela n'empêche pas que nous devons en savoir bien davantage sur le contexte dans lequel tout cela est arrivé.

Les choses ne sont pas si simples. Le président ne nous a pas tout révélé. En sa qualité de chef de la propagande américaine, il ne nous a dit que ce qu'il voulait bien nous dire. Le problème, c'est que la presse n'a pas remis en question ce qu'il déclarait. Elle a tout avalé. Je lis le *New York Times* et le *Washington Post* tous les jours, et je regarde les nouvelles à la télévision. Dans la presse américaine, je n'ai rien vu qui prenne le contre-pied des déclarations du président Bush, non seulement dans les éditoriaux, affligeants à mon sens, mais surtout dans la couverture des événements et, fait plus important sans doute, dans l'interprétation qui en était donnée. On s'en tenait à la ligne de la Maison-Blanche.

Certes, il y a eu de superbes reportages dans les mois qui ont précédé la guerre. On a lu de magnifiques articles sur l'état de préparation des troupes et sur la coalition, sur notre stratégie militaire et sur nos armes, sur l'embargo. Apparemment, personne ne s'interrogeait sur le bien-fondé de l'embargo alors qu'il existait d'autres moyens de régler le problème.

Personne n'ayant émis de doute sur la description faite par le président Bush, ni nous, ni le Congrès, ni le peuple américain n'ont obtenu à aucun moment les informations

nécessaires pour questionner le président au sujet d'une guerre qui, selon moi, aurait pu être évitée.

La période était très complexe. Il ne manquait certes pas de vilains et d'incompétents. Saddam Hussein avait largement sa part du gâteau en ce sens. Il s'est montré incroyablement maladroit dans cette affaire. S'il avait été plus malin, il aurait peut-être pu battre Bush à son propre jeu. Il a écouté ses amis au lieu d'écouter les gens qui, en Irak, avaient quelque expérience du monde extérieur. Pour moi, il s'est enferré dans la crise et il a prêté l'oreille aux personnes sur lesquelles il croyait pouvoir compter d'emblée, à savoir les membres de sa famille, les gens qui étaient avec lui depuis le tout début. Or, ce qui est arrivé, c'est qu'il est tombé dans un piège, il s'est pris dans les mailles de sa propre vision brutale du monde.

Cependant, que dire des bourdes commises de janvier à août, pendant ces huit longs mois où l'on essayait de résoudre les différends qui opposaient le Koweit et l'Irak. On est en droit de se poser des questions. L'émir du Koweit affirmait, en fait, que Saddam Hussein cherchait à anéantir la souveraineté koweitienne, ce dont je n'ai vu aucune preuve. Ce que nous savons, c'est qu'un différend important opposait les deux pays sur les cours du pétrole et comment l'émirat manipulait ces cours. Aujourd'hui, avec le recul, je pense que l'on a exagéré le rôle du Koweit, qui n'en était pas moins considérable.

Il y avait aussi un différend frontalier. On peut dire que les politiciens cupides essaient toujours de repousser leurs frontières, mais s'agissant du Moyen-Orient, ce serait par trop simpliste. Aucune frontière n'y est ce qu'on appellerait naturelle. Elles ont été tracées au fil des ans à Londres ou à Paris, puis imposées à la région. On reconnaît en général qu'il y a des erreurs, et c'est un euphémisme, dans presque tous les tracés frontaliers du Moyen-Orient. Il n'est pas rare, en conséquence, que des pays se disputent pour des questions de bornage. Ainsi, la frontière tracée entre le Koweit et l'Irak par un diplomate britannique dans les années 1920 était sujet de discorde. Les Irakiens n'avaient jamais accepté cette frontière. Les Koweitiens essaient toujours d'obtenir sa confirmation par l'Irak, qui la leur refuse. Or, il s'avère que son tracé traverse des terrains

pétrolifères assez précieux. De plus, il donnait au Koweit deux îles qui ne sont que des tas de sable dans le golfe Persique. Pour les Koweitiens, elles sont inhabitables, aucun pétrole n'y gît, aucune végétation n'y pousse. Elles sont donc sans valeur pour l'émirat. Les Irakiens les réclament parce qu'elles se trouvent juste face au port qu'ils construisent sur le Golfe. Comme vous le savez, au moment de la décolonisation, les Irakiens ont été privé d'un port de bonne stature sur le golfe Persique. Les Koweitiens ont déclaré qu'ils ne leur donneraient pas ces îles.

Il y avait un autre différend encore sur l'annulation de la dette, d'où une autre question légitime. Les Irakiens expliquent qu'ils ont livré une longue guerre à l'Iran, au cours de laquelle le Koweit et l'Arabie saoudite ont prêté à Bagdad entre 30 et 40 milliards de dollars. Forts de l'exemple des dettes européennes annulées par les Américains au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Irakiens, qui sont sortis du conflit très appauvris, ont demandé l'annulation de leurs propres dettes. Les Koweitiens ont répondu évasivement puis refusé d'agréer à la demande irakienne. Enfin, passons au dernier contentieux; à savoir : les accusations portées contre les Koweitiens selon lesquelles ces derniers foraient des puits dans la partie irakienne des champs pétrolifères de Roumaïla. Selon les gens du métier à qui j'ai parlé au Koweit, il y avait une bonne raison de croire qu'en effet, peut-être, les Koweitiens volaient ce que l'on pourrait appeler du pétrole irakien. Il ne s'agissait pas d'accusations fabriquées de toutes pièces, mais de questions négociables sur lesquelles l'émirat a refusé de lâcher du lest.

Nous n'y avons guère prêté attention aux États-Unis, mais Saddam Hussein a prévenu à plusieurs reprises que, si le Koweit n'assouplissait pas plus sa position, il se mettrait en mauvaise posture. L'Irakien a d'ailleurs employé un vocabulaire assez explicite en révélant que ses intentions pouvaient fort bien être agressives. Le Koweit n'a certainement pas tenu compte de l'écart de puissance entre un minuscule pays qui, en fait, ne possédait aucune défense, et un immense pays comme l'Irak doté d'une armée d'un million d'hommes qui sortait de la guerre contre l'Iran. C'était un peu comme Noriega provoquant le malabar américain, et nous savons ce qu'il lui en a coûté.

Dans les capitales de la région entière, à Amman et au Caire notamment, diplomates et dirigeants se demandaient ce qui se passait, à quel jeu dangereux les Koweitiens étaient en train de jouer, ce que cela pouvait bien cacher, car il était impensable qu'ils courent de tels risques seuls. J'ai entendu demander assez souvent si les Américains n'étaient pas derrière tout cela. Ce n'est pas à moi de dire quel tour les négociations auraient dû prendre. C'était leur affaire. Mais il ne fait aucun doute pour moi que les Koweitiens ont été influencé dans leur stratégie de négociation par le général Schwarzkopf, par ce qu'il leur disait, par le fait qu'ils étaient sûrs de l'appui américain. À un moment donné, je l'admets, quand j'ai commencé à couvrir la crise, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une conspiration générale, que d'une manière ou d'une d'autre, les États-Unis et le Koweit étaient complices dans cet effort pour sabrer l'Irak. J'ai examiné les faits à la loupe et, même si je ne puis écarter cette possibilité, je n'ai découvert aucune preuve de l'existence d'un plan précis, préparé à l'avance. Cependant, il n'y avait pas besoin de plan, à mon avis. Les Koweitiens ont une réputation parmi les Arabes et parmi ceux qui ont besoin d'eux. Ce sont des gens tout à fait charmants, mais ils aiment l'argent, ils sont très cupides. C'est une caractéristique de leur histoire récente, en tout cas depuis la découverte de cette immense richesse en pétrole qui gît sous leur territoire, et il est logique de penser que, se sentant appuyés par les Américains, ils ont changé radicalement l'attitude qu'ils auraient adoptée dans les négociations se seraient-ils sentis un peu plus démunis face à la puissance irakienne.

Cheik Ali me l'a confirmé. Il est actuellement ministre des Finances et a été ministre du Pétrole, et il faut savoir que le ministère du Pétrole dépend largement du ministère des Finances. Il était donc un des acteurs clés de toutes ces négociations. Il m'a expliqué que, durant tout le temps des pourparlers avec les Irakiens, il avait été influencé par le fait qu'il savait bénéficier du soutien américain. Ce à quoi il a ajouté qu'il trouvait assez stupide de la part de Saddam Hussein de ne pas l'avoir compris.

Il y a eu le célèbre incident au sujet de notre pauvre ambassadeur April Glaspie qui, aux dernières nouvelles, enseigne à San Diego. Ses instructions, au cas où Saddam Hussein lui demanderait pourquoi les États-Unis n'intervenaient pas dans cette situation

extrêmement dangereuse qui risquait de devenir explosive entre les deux pays, à savoir l'Irak et le Koweit, étaient de répondre que nous considérions qu'il s'agissait d'un problème arabo-arabe, qui ne nous regardait pas et qu'ils devaient le régler entre eux.

En fait, loin de donner à Saddam Hussein l'autorisation des États-Unis d'attaquer le Koweit, elle lui a dit de notre part d'aller au diable.

La situation n'a donc cessé d'empirer, et qu'est-il arrivé ? Saddam Hussein a commis la gaffe d'occuper le Koweit, tout le Koweit, et pas seulement les petites zones litigieuses. Il est très intéressant de noter que le gouvernement koweitien et d'autres gouvernements, dont le nôtre, si vous reprenez ses déclarations, reconnaissent généralement que, si Saddam Hussein s'était contenté d'occuper la frange nord du pays, on aurait traité le problème tout autrement.

Les Irakiens l'avaient déjà fait lors de différends antérieurs avec l'émirat. Ils avaient occupé quelques postes à la frontière. Les Koweitiens avaient continué à vaquer à leurs affaires. Puis la Ligue arabe ou quelqu'un d'autre était intervenu, on négociait un peu, on s'entendait sur un dédommagement pécunier, un déplacement, et les Irakiens se retiraient.

Il était d'ailleurs évident, à mon sens et si vous revenez au fil des événements, que durant les premiers jours, Saddam Hussein ne savait pas très bien lui-même ce qu'il allait faire. Rappelez-vous que, les deux ou trois premiers jours, il s'est vraiment efforcé de constituer un gouvernement fantoche à installer au Koweit, mais qu'il n'y a pas réussi. Dans le même temps, il a expliqué publiquement qu'il retirerait ses troupes dans le courant de la semaine suivante, ce qu'il n'a pas fait, de toute évidence. Il a parlé de plusieurs choses et, pendant ce temps, certains dirigeants de la région, notamment le roi Hussein, se démenaient pour régler la crise à la manière arabe traditionnelle, si je puis m'exprimer ainsi, c'est-à-dire en donnant un petit quelque chose à chacun afin d'éviter une catastrophe.

M. Moubarak a participé à cet effort, et il semblerait, à certains signes, que les Saoudiens et les Koweitiens étaient prêts à jouer le jeu.

Nous ne savons pas vraiment ce qui se passait à la Maison-Blanche, mais en y repensant bien, je ne crois pas que George Bush avait arrêté une décision, puisque pendant les vingt-quatre premières heures, il était plutôt indécis quant à l'attitude à adopter. Par une étrange coïncidence, il devait rencontrer M^me^ Thatcher cette même semaine, aux États-Unis, et c'est après cette rencontre qu'il a opté pour une ligne très dure.

Nous savons qu'à partir de là, il a entrepris de décourager les négociations entre les Arabes, puis qu'il a continué de décourager les pourparlers pas seulement entre Arabes (en fait, nous pourrions même dire qu'il y a opposé son veto, ce qui ne serait pas entièrement faux) pendant les mois qui ont suivi, si bien que quiconque essayait de s'unir à cet effort à titre de médiateur s'entendait dire que son geste n'était pas apprécié.

Le premier jour passé, le président Bush a opté pour une diplomatie à coups d'ultimatums, ce qui fut la stratégie du monarque Habsbourg en 1914, rappelez-vous. Il fallait ne faire aucune concession et préparer la guerre. Eh bien, pourrions-nous dire, et beaucoup d'Américains l'ont certainement dit, tout comme les journaux du monde entier, pourquoi devrions-nous faire des concessions à un agresseur ? C'est une question de morale, ce que l'on ne saurait nier entièrement. Pourtant, il y a une autre réponse. En ne faisant aucune concession, on court le risque énorme d'une guerre, or les guerres prennent souvent une tournure inattendue, ce que les Habsbourg ont appris à leurs dépens. Elles ne se déroulent pas comme on le souhaiterait.

Il s'agissait, après tout, d'un conflit diplomatique légitime, que j'aime à comparer à la crise des missiles de Cuba en 1962. Pour moi, les États-Unis se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient accepter que l'autre partie les mette devant un *fait accompli*[1] --

---

[1] En français dans le texte.

l'installation de missiles à Cuba. Le président Kennedy a fait clairement comprendre que l'URSS devrait rembarquer ses missiles, tout en se montrant disposé à la laisser les retirer sans perdre la face. Il a présenté la situation comme un quiproquo, ce qui, selon moi, n'était pas tout à fait faux. Il n'a donc pas cherché à humilier Khrouchtchev, encore que ce qui lui était offert était très peu.

Je pense que nous aurions pu agir de même avec l'Irak. Je ne suis pas prophète, je ne puis affirmer que cela aurait marché, mais je sais que nous n'avons pas essayé. Je crois que nous aurions pu faire savoir à Saddam Hussein, par quelque voie diplomatique de notre choix que ce soit, qu'en contrepartie de son évacuation du Koweit, nous aurions accepté de tenir le rôle de médiateur dans le différend qui l'opposait au Koweit et que s'il ne nous faisait pas confiance, nous aurions fait intervenir le Secrétaire général de l'ONU ou celui de la Ligue arabe. Car il y avait, entre le Koweit et l'Irak, un conflit diplomatique légitime, grave et compréhensible, qui méritait d'être résolu non par l'invasion et l'annexion mais par la diplomatie. Le président Bush, me semble-t-il, avait cette possibilité si ce qu'il voulait, c'était éviter la guerre.

Il y avait probablement une autre solution possible : promettre qu'en contrepartie de l'évacuation du Koweit, les négociations s'engageraient à propos du conflit israélo-arabe. Cette solution a elle aussi été rejetée, sous prétexte qu'il s'agirait d'une concession. Or, ce n'était pas vraiment le cas, puisque depuis vingt ans nous nous efforçons d'obtenir un règlement négocié. Cela n'aurait pas changé grand chose, si ce n'est que le moment était mal choisi pour annoncer que l'on allait redoubler d'efforts pour entamer des négociations. Dans un cas comme dans l'autre, cela aurait permis à Saddam Hussein de crier partiellement victoire et de ne pas perdre entièrement la face, mais nous avions décidé que cela serait inadmissible. Le président a fait comprendre qu'il était important pour lui d'humilier Saddam Hussein et de le chasser du pouvoir. Il voulait détruire la capacité de guerre du dirigeant irakien. Il voulait s'assurer qu'au sortir de la crise, les États-Unis seraient la puissance politique incontestée dans le Golfe.

Je ne suis pas certain qu'il ait humilié Saddam Hussein. J'ai passé presque tout le printemps à Bagdad, et il a encore le vent en poupe. Nous savons, en tout cas, qu'il ne l'a pas chassé du pouvoir. Quant à sa capacité militaire, elle ne constitue pas une menace pour l'instant pour l'ensemble de la région, mais il nous faut reconnaître que Saddam Hussein n'avait à engager qu'une armée de troisième classe et qu'en définitive, il n'était guère en position de devenir notre rival dans le Golfe, mais nous ne l'avons compris que rétrospectivement.

L'Iran était à genoux. L'Union soviétique, à toutes fins utiles, ne faisait plus figure de pion dans la région. Il ne restait que l'Irak. Sans doute avons-nous réagi de manière excessive, mais en tout cas, nous avons réussi pendant cette dernière guerre contre les Irakiens à faire ce que faisions plus ou moins depuis 1971, à savoir : remplacer les Britanniques en tant que puissance dans le Golfe.

Il s'est donc agi d'une bonne guerre. Je veux dire, nous avons de la chance que cela ait été une bonne guerre. Comment pourrait-elle être terrible avec seulement 125 ou 130 Américains tués ? Certes, les mères de ces morts voient les choses autrement, mais pour les autres, le tribut n'est pas très lourd. Je ne pense pas, toutefois, que l'issue était courue d'avance. Les choses auraient pu se dérouler très différemment. Beaucoup d'entre nous étaient convaincus, je crois, que ce serait un peu plus dur que ça ne l'a été. Mais tout s'est assez bien passé et les seuls gens à avoir véritablement souffert, ce sont les Irakiens et les Koweitiens, énormément pour ces derniers. Nous autres et tous les membres de la coalition nous en sommes bien sortis.

Dans un sens, c'est aussi le cas de la presse puisque, comme toute la population américaine en général, elle s'était rangée du côté des vainqueurs.

Peut-être la presse a-t-elle traversé une sorte de crise de confiance, ce qui m'a d'ailleurs semblé transparaître dans les discussions de ce matin et de cet après-midi. Il y a longtemps que j'essaie de l'évaluer. Peut-être reste-t-elle sur l'impression, comme l'armée, d'en avoir trop fait au Viêt-nam. Peut-être sommes-nous allés trop loin. Je crois

qu'une grande partie de la presse s'est prise au jeu de faire l'histoire au lieu de se contenter de la relater. Et peut-être qu'après le Viêt-nam, après le Watergate et l'Irangate, et tout un tas d'affaires dans lesquelles, à mon sens, nous avons brillamment accompli notre devoir (je veux dire, les genres de choses qui nous rendent fiers d'être journalistes, parce que nous informons la population américaine et ses dirigeants et les aidons à prendre des décisions), nous avons oublié qui nous étions au juste. Mais pour revenir au Golfe, il s'est passé quelque chose et je crois que nous avons mal fait notre travail pour ce qui est d'informer les Américains de manière à ce qu'ils puissent prendre une décision au sujet de la guerre en toute connaissance de cause.

À mon avis, nous devrions avoir honte de nous-mêmes !

B PUISSANCE ET GLOIRE -- Ed Turner

Vendredi dernier, nous avons reçu à CNN un appel du chef du gouvernement lituanien qui se trouve à Washington pour établir la liaison entre son gouvernement et les États-Unis. Il voulait simplement nous dire, et je cite ses propos, que sans CNN, il ne croyait pas que les pays baltes, le sien notamment, seraient libres aujourd'hui. J'ai été tellement surpris de cette déclaration enflammée, si bien intentionnée et qui ne sortait pas de notre propre département des relations publiques, que je me rappelai la fois où, lors d'un dîner donné en l'honneur de Henry Kissinger, une femme s'était approchée de ce dernier pour lui dire : «Monsieur Kissinger, merci d'avoir sauvé le monde», ce à quoi il avait répondu : «Il n'y a pas de quoi.» Et c'est ce que j'ai moi-même répondu à cet homme qui avait si gentiment appelé.

Lorsque je me suis assis pour écrire ces quelques mots à la mi-août, je regrettais qu'il n'y ait rien à mettre à jour, aucun événement dans le monde ou à CNN. Pendant les trois jours du coup d'État soviétique, si je puis me permettre d'ouvrir une parenthèse, nous n'avons cessé de penser qu'il échouerait. Nous savions que, dans tous les ministères de Moscou, dans bon nombre d'hôtels et d'immeubles câblés ou disposant d'une antenne parabolique, on captait CNN. On nous a également dit que, dans beaucoup de républiques, les stations diffusaient nos émissions en les traduisant. Plusieurs députés du Soviet suprême ont déclaré regarder CNN depuis leurs républiques d'origine. Dans un article de *Newsweek*, Édouard Chevardnadze écrit : «Bénies soient les techniques d'information, bénie soit CNN.» Quiconque possédait une antenne parabolique pouvant capter les émissions du réseau suivait le déroulement des événements pas à pas.

Vous excuserez ce petit battage que je viens de vous faire. Les exemples nous disent ce que nous pensions déjà. Le vieux monde des tyrans et des despotes ne peut plus s'isoler. Lorsque j'ai demandé pourquoi nous n'étions pas «débranchés», on m'a répondu que l'ordre était descendu jusqu'à un fonctionnaire de niveau intermédiaire, nommé par Gorbatchev, et qu'il l'avait ignoré en expliquant que débrancher CNN constituerait une violation d'un contrat international et qu'il n'avait pas autorité pour annuler ce contrat.

Comme vous le savez, la BBC, la Voix de l'Amérique et Radio Liberté continuent d'émettre. Gorbatchev a dit qu'il les écoutait. À notre consternation, l'antenne parabolique que nous lui avions offert ne fonctionnait apparemment pas.

De partout en Union soviétique, comme vous le savez peut-être, on envoyait des télécopies, on téléphonait aux radios et aux journalistes occidentaux, des bulletins de nouvelles télévisées étaient préparés, des vidéos amateurs tournés et transmis à des réseaux de télévision occidentaux. Les images dramatiques des manifestants rassemblés devant le Parlement de Russie qui, la nuit, lançaient des cocktails Molotov contre des chars ont été prises par un photographe amateur et envoyées par messager à notre bureau. Ce messager est entré, très nerveux, et il a demandé à notre chef du bureau si cela nous intéresserait de diffuser ces séquences. Évidemment, nous l'étions, extrêmement. On m'a dit que CNN avait joué un rôle important durant ces journées qui ont suivi le coup d'État, aussi j'ai demandé si c'était parce que nos journalistes sont si courageux et directs, mais on m'a répondu que non, que c'était parce que nous avions des vivres.

Les présidents Gorbatchev et Eltsine ont remercié notre équipe pour le travail qu'elle a accompli au moment du coup d'État et pendant les journées incertaines qui ont suivi. Lorsqu'ils ont accepté, ensuite, de nous accorder un entretien, nous avons appris que leur décision tenait en partie au fait que nous étions capables de préparer et produire des émissions rapidement. Sachant par ailleurs que Mikhaïl Gorbatchev était impatient que l'entretien soit diffusé en URSS, nous lui avons proposé d'intégrer un journaliste soviétique à l'équipe. C'est probablement ce qui a fait pencher la balance en notre faveur dans ce qui était, vous le savez certainement, une situation très compétitive, les télévisions, les journaux et les agences de presse du monde entier qui se trouvaient sur place cherchant à décrocher une entrevue avec lui.

Comme on vous l'a dit, notre hôte avait ambitieusement choisi pour titre à mon intervention «Puissance et gloire». Laissez-moi vous assurer que la célébrité est éphémère et que, même après le plus cataclysmique des événements, il faut redescendre sur terre,

ce que nous faisons ici ce soir, mais il m'arrive de penser, après avoir écouté ce qui s'est dit ici aujourd'hui, que nous faisons une auto-critique assez poussée.

Si vous voulez savoir ce que c'est de travailler dans une chaîne d'informations télévisées mondiale pendant une crise, eh bien, on reçoit des tas d'appels loufoques. Au milieu de cette folie, notre rédacteur pour les nouvelles étrangères a pris l'appel de quelqu'un qui se présentait comme étant Muhammar Kadhafi et demandait à être interviewé. Le rédacteur a fait ce que moi-même j'aurais fait; à savoir : il lui a répondu : «Mais bien sûr» et il a raccroché. Au quatrième appel, il s'est rendu à l'évidence : c'était bien Muhammar Kadhafi. Comme tout bon journaliste, nous avons écouté ce qu'il avait à dire et non, il n'est pas passé à l'antenne. Il voulait une liaison satellite directe et il s'est vraiment vexé quand nous lui avons expliqué que nous ne pouvions pas organiser sur le champ une liaison avec la tente depuis laquelle il nous appelait, de l'extérieur de Tunis, d'après ses aides de camp.

Étant donné le rythme auquel défilent les événements dans notre réseau d'information, la guerre du Golfe nous semble déjà bien loin aujourd'hui. Depuis, nous avons été confrontés à d'autres événements, que nous avons souvent dû couvrir en direct au moyen de modules de liaison satellite portatifs et, croyez-moi, aux États-Unis, tout est portatif, les éléphants le seraient s'ils avaient une poignée sur le dos. Il s'agissait, entre autres, des inondations au Bangladesh, des morts qu'elles ont entraînées, du désastre des réfugiés kurdes. Nous transmettions en direct de Turquie, d'Irak et du Nord de l'Iran -- ce qui était une première, et une dernière je l'espère, depuis cette région! Nous avions des directs depuis l'Irlande du Nord, l'Éthiopie et la Somalie, où la famine sévissait, depuis la Yougoslavie, qui volait en éclat, depuis Londres, pour le Sommet économique, et depuis Moscou. N'allez pas croire que je vous offre un catalogue de voyages en guise d'exposé. En fait, je veux en venir à ceci : nous continuons à rassembler des preuves que les nouvelles télévisées ont une influence sur la conduite des politiques étrangères, sans qu'on sache dans quelle mesure. En revanche, nous sommes certains d'une chose : les chefs d'État et leurs conseillers regardent CNN et les autres chaînes; les

chefs d'organismes (autres réseaux, journaux, cabinets d'experts, universités, sociétés commerciales) suivent de très près les informations.

Nous pensons être un facteur dans la prise de décisions, mais nous ne savons évidemment pas dans quelle mesure. Si l'on était tenté de croire tous les louanges reçus par CNN, il suffit de se rappeler la réflexion de Chou En-lai, singulier dirigeant chinois, quand on lui avait demandé d'estimer les effets de la Révolution française sur la Chine contemporaine. «Il est trop tôt pour savoir», avait-il répondu.

Nous tirons, selon moi, certaines conclusions et stratégies de cette image mondiale. Tout d'abord, et ce n'est pas nouveau, les gouvernements nous utiliseront et nous manipuleront s'ils le peuvent. Au «manipulé» de décider si ce qu'on lui offre vaut la peine d'être diffusé. Souvent, on a affaire à de la propagande, ce qui n'est pas neuf. Néanmoins, cela peut toujours être nouveau dans le contexte d'un événement particulier. En acceptant une information donnée, déclaration préparée ou proposition officielle d'entrevue, la télévision ne fait rien de très nouveau. Les journaux le font depuis des centaines d'années. La différence, c'est que nous sommes plus rapides et que les résultats sont plus vite connus.

Pendant la guerre du Golfe, la diffusion par satellite des discours que s'adressaient mutuellement George Bush, Saddam Hussein, le roi Hussein et le président Gorbatchev a accéléré le processus diplomatique. Plus récemment, dans les premières semaines de la crise yougoslave, nous tenons, je le crois, un exemple de la diffusion d'une information. Les parties pouvaient présenter les intérêts qu'elles défendaient pour ainsi dire toutes les heures grâce à la liaison satellite que CNN avait mise en place en Slovénie, avec d'autres chaînes de télévision slovènes et en direct depuis Belgrade. Bien entendu, la télévision en directe, sa présence, n'a pas été le seul facteur ni sans doute le facteur important, mais le fait que tous les acteurs yougoslaves et européens aient pu suivre le discours public en continu a certainement contribué à désamorcer la crise. Grâce à l'échange permanent, on a eu des informations solides, on a assisté à des changements de ton et on a vu apparaître d'autres nuances diplomatiques et militaires.

Pendant la période précédant la guerre du Golfe, après l'invasion du Koweit par l'Irak le 2 août 1990, nous avons répondu à de nombreuses demandes de pays dont les chefs d'État avaient immanquablement un discours essentiel à adresser au monde. Eh bien, oui, on pourrait parler de puissance et de gloire. Plus souvent, comme dans le cas de Saddam Hussein, il est fort possible que l'audience ait été le monde arabe ou sa propre armée plus, parfois, nous a-t-on dit, le président Bush. Non pas que nous soyons dédaigneux. En aucun cas. Seulement, disons pour être charitable que l'intervention en question était souvent intéressée. Le président Bush, d'après son entourage, s'est également servi assez souvent de CNN de cette manière. Je suis certain que le cadre de certaines déclarations présidentielles, à savoir le terrain de golf de Kennebunkport, a dû laisser perplexes les téléspectateurs plus simples du Moyen-Orient. On peut s'imaginer le cercle des conspirateurs dans quelque bunker de Bagdad regardant M. Bush en chemise de golf dans le pavillon du club et se demandant ce qu'était devenue la Maison-Blanche.

Soit dit en aparté, les téléspectateurs habituels inaccoutumés aux reportages américains mais habitués à une presse censurée par leur propre gouvernement appelaient CNN à Atlanta après avoir regardé Wolf Blitzer parlant depuis le Pentagone, ou Charles Bierbauer de la Maison-Blanche, pour se plaindre. Ils avaient pris nos journalistes pour des porte-parole du gouvernement qui présentaient une politique et non pour des gens qui commentaient cette dernière. À leurs yeux, Wolf Blitzer était devenu M. Pentagone. En fait, il est arrivé que la Maison-Blanche nous téléphone pour nous demander ce que nous avions dit, parce que tel ou tel chef d'État venait de les appeler, ne comprenant pas pourquoi Washington avait changé de position.

L'influence des nouvelles internationales sur les téléspectateurs a commencé à nous apparaître à CNN au début des années 1980. Les tentatives d'assassinat contre le pape et contre le président Reagan le démontrent clairement. Cependant, certaines autres expériences moindres sont plus instructives à mon sens et sans doute plus intéressantes pour vous, si je puis me permettre de remonter un peu dans le temps, brièvement .

Vous vous rappelez peut-être qu'en 1981, Solidarité était monté en force en Pologne, alors que les troupes du Pacte de Varsovie étaient en manoeuvre et qu'en fait, elles avaient encerclé le pays. Un jour, tout à coup, toutes les communications avec la capitale polonaise ont été coupées, les agences de presse, fermées, la télévision, interdite de diffusion. Nous avons du faire sortir des cassettes vidéo en cachette par l'express de Vienne. C'est l'époque où on voyait les présentateurs en tenues kaki, si vous vous souvenez des photos. Eh bien, nous avons découvert qu'il était possible de capter un signal hors antenne juste aux abords de la frontière. Nous l'avons capté avec un petit appareil à oreilles de lapin et nous l'avons renvoyé sur Copenhague. Il nous a fallu, ensuite, le réorienter sur Rome, puis de Rome sur Londres par satellite, de Londres vers le Maine toujours par satellite, puis par liaison descendante du Maine à Washington, où j'étais chef de bureau et où j'avais un traducteur polonais sur place, et enfin jusqu'à Atlanta, d'où il était renvoyé à nos abonnés du monde entier.

Aucun d'entre nous ne pensait évidemment que cela avait une chance de marcher, sauf les types qui montaient le tout à Atlanta, et pourtant, cela a marché. C'est ainsi qu'instantanément, les téléspectateurs de Varsovie et ceux qui regardaient CNN, ont pu entendre quel serait leur sort par la voix des présentateurs qui lisaient leurs papiers en uniforme kaki. C'était très spectaculaire et c'était aussi la première fois, à ma connaissance, que l'on apprenait un événement aussi crucial de cette façon.

Une autre de nos expériences remonte à décembre 1985, au moment où le gouvernement du président Marcos tombait en morceaux. Ferdinand Marcos co.. ôlait la Chaîne 4 de Manille. Il appelait régulièrement notre équipe de Tokyo pour lui demander de venir aux Philippines couvrir un de ses discours, qui étaient de la pure propagande. Nous acceptions dans le contexte qui était celui d'une histoire à raconter. Marcos, lui, était intéressé parce qu'il savait que l'audience qu'il visait; à savoir : quelques membres du Congrès et du Sénat américains, pouvaient l'aider à sauver son gouvernement avec des crédits indispensables, ou l'achever. Nous repiquions donc le discours diffusé sur la Chaîne 4 pour le diffuser à l'intention de nos abonnés aux États-Unis et, moyennant un préavis, nous obtenions immédiatement après les réactions des membres du Congrès,

sénateurs et députés, et des représentants du gouvernement concernés. Lorsque nous faisions une émission de suivi, nous nous apercevions qu'ils se citaient les uns les autres à partir de ce qu'ils avaient vu sur CNN, ce qui revenait à tourner en rond et ce qui était un peu effrayant, mais qui nous donnait une forte impression de déjà vu !

Quant à la guerre du Golfe, elle aura confirmé à quel point l'univers est câblé. Notre couverture a commencé le 2 août, le jour de l'invasion, et la crise a rapidement occupé l'essentiel des bulletins, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour finir par les monopoliser entièrement. Cependant, je suis fier de vous dire, après avoir écouté les observations intéressantes de Milton [Viorst] ce midi, que nous avons commencé nos reportages complets sur la région dès avril, que la couverture intensive a démarré le 1^{cr} juillet et que nos comptes-rendus sont devenus quasiment horaires dès lors que Saddam Hussein a déplacé des troupes vers la frontière [koweitienne], à la mi-juillet.

L'établissement des relations de CNN avec l'omnipotente TV-Irak, à Bagdad, remonte au début de la guerre Iran-Irak, pendant laquelle nous lui avons régulièrement demandé de pouvoir utiliser ses reportages sur le conflit, ce que nous faisions aussi avec TV-Iran pour avoir le point de vue de Téhéran. Vous vous en souvenez certainement, il était au mieux difficile aux journalistes occidentaux de se rendre sur le terrain, d'un côté comme de l'autre. Il nous arrivait souvent d'enregistrer leurs nouvelles depuis Amman ou Jérusalem ou à partir du satellite arabe Arabsat.

Puis, il y a environ trois ans, CNN a mis sur pied un programme que nous avons intitulé *World Report*. TV-Irak y a contribué régulièrement. Au départ, l'émission était hebdomadaire. Aujourd'hui, elle est quotidienne et présente un amalgame d'informations en provenance de 164 pays membres. Les rédacteurs de TV-Irak ont commencé à connaître leur homologues de CNN, qui avait l'avantage d'être reçue à Bagdad de manière très limitée. D'après nous, la capitale comptait trois antennes paraboliques, une sur la résidence de Saddam Hussein, une pour le ministre des Affaires étrangères et une pour le ministre de l'Information. À ma connaissance, les seuls autres émetteurs occidentaux captés étaient le Service de radiodiffusion mondiale de la BBC et la Voix de l'Amérique.

Tout cela pour dire qu'au moment de l'invasion, nous avions affaire à des gens que nous connaissions depuis longtemps. TV-Irak ne s'est pas privée d'essayer de placer ses images après le 2 août et surtout les discours de Saddam Hussein, le plus souvent lus par ce présentateur aux faux airs d'Omar Sharif. Lorsqu'on connaît le prix à payer en cas d'échec en Irak, on n'est guère surpris de l'ardeur mise à essayer de placer les reportages.

Certains d'entre vous se rappelent sans doute que CNN s'est attiré des critiques au début pour avoir montré Saddam Hussein avec les otages britanniques. Étant donné que c'était la première apparition du dirigeant irakien depuis l'invasion et l'occasion de voir les prisonniers anglais, et étant donné l'audience mondiale, il n'a pas été difficile de décider de diffuser intégralement le document de TV-Irak. Il n'a pas fallu plus de quinze secondes de discussion. Jusqu'au moment où la station de télévision irakienne a été réduite en ruines au début des attaques aériennes, à la mi-janvier, il ne passait pratiquement pas de jour sans qu'elle nous appelle ou nous envoie des dizaines de câbles pour nous proposer ses films, dont quelques-uns seulement ont été utilisés par CNN. Entre nous soit dit, les Irakiens ont vite assimilé quelques techniques des télévisions occidentales, comme le défilement de la traduction au bas ou sur le tiers inférieur de l'écran. Ils ont vite choisi aussi de mettre un cadre plus agréable en arrière-plan quand Saddam Hussein rencontraient d'autres otages. À mon avis, pendant toute la guerre, les discours, déclarations et apparitions de celui-ci n'étaient pas destinées aux dirigeants occidentaux en premier lieu. En fait, elles visaient la forte majorité de ceux qui pouvaient l'appuyer, soit l'Arabe moyen, homme ou femme, l'équivalent islamique de l'ouvrier de chez nous. Autrement, le contenu et la structure compliquée de ses discours n'avaient aucun sens.

En définitive, sa stratégie a échoué, lamentablement. Il n'y a eu ni révolution ni soulèvement dans les pays arabes les plus sympathiques à sa cause, encore que l'on n'aurait pas pu le savoir à l'époque, tant ces réactions semblaient alors du domaine du possible. L'autre Hussein, le roi de Jordanie, est apparu comme un personnage triste et hésitant. À plusieurs reprises, lui ou ses émissaires ont appelé CNN à Atlanta pour demander que l'on couvre un discours. Je me rappelle qu'une fin de semaine, nous avons

accepté de retransmettre, depuis le bureau du roi à Amman, une intervention adressée au président Bush, ce qui nous a semblé un moyen d'économiser des frais de poste. Si ma mémoire est bonne, l'équipe de CNN qui suivait le président à Kennebunkport a averti son entourage que le message en question allait être diffusé et il l'a regardé, nous a-t-on dit. Il durait une trentaine de minutes, mais la réaction du président a été qu'il ne contenait rien de nouveau.

En une seule matinée, pendant les premiers jours de la guerre, nous avons eu en direct le président Moubarak, le roi Fahd, le roi Hussein et le président Bush. Les entrevues des premiers ministres Mulroney et Thatcher étaient enregistrées pour des raisons techniques, n'y voyez donc rien de personnel contre le Commonwealth. Je pense qu'à CNN, nous avons donné une dimension nouvelle à une vieille formule qui remonte peut-être à l'époque où Edward R. Murrow faisait ses reportages sur le Blitz depuis le toit d'immeubles à Londres. À la fin des années 1950 et dans les années 1960, Huntley, Brinkley et Walter Cronkite ont donné vie au journalisme politique en diffusant en direct et pour la première fois des images des conventions politiques nationales américaines. Avec ses longs reportages en direct de Cap Canaveral, Cronkite a réussi le même tour de force au début de l'ère des lancements spaciaux. Plus récemment, au milieu des années 1980, Peter Jennings a ajouté de l'éclat à sa réputation par son habileté à traiter des épisodes du terrorisme moyen-oriental, notamment le détournement d'un avion de la TWA entre Alger et Beyrouth, en 1985. ABC, comme les autres chaînes de divertissement, est tenue par des impératifs horaires. Ce qui n'est pas le cas de CNN qui, grâce à cette liberté d'action peut, à mon sens, donner le meilleur d'elle-même et remplir sa fonction première.

Si l'on prenait un événement important, qu'on le réduisait à un documentaire de deux heures, que l'on diffuserait à la place des informations n'importe quel soir de la semaine, il y aurait sans doute très peu de gens à le regarder. À tort ou à raison, le monde est ainsi fait. En revanche, si vous prenez la même histoire, les mêmes nouvelles et les mêmes opinions, si vous y ajoutez un journaliste ou un présentateur vedette qui présente son reportage en direct, sur place, et si vous y injectez, à bon escient mais

souvent, des images en direct d'autres éléments de l'événement, je crois que vous pouvez non seulement attirer un public considérable, mais également servir efficacement les téléspectateurs. À CNN, nous avons appris, en onze ans d'existence, qu'en ayant toujours l'avis d'un spécialiste à donner à point nommé, qu'en plaçant devant la caméra des journalistes capables et informés, on avive à coup sûr l'intérêt des téléspectateurs. Ces derniers resteront tranquillement assis pendant de longs et parfois ennuyeux documentaires. Ils écouteront une multitude de spécialistes, les débats de gens savants, les comptes rendus de journalistes, les pontifes pontifier.

Et tout cela sans sensationnalisme sur un événement qui, probablement, est déjà sensationnel par lui-même, en offrant du journalisme de premier ordre et en utilisant le direct comme fil conducteur. David Brinkley a dit un jour que travailler devant une caméra en studio fait oublier l'information et entrer dans le *show business*. En général, il n'a pas tort. Mais dans le reportage direct de longue durée, dans le direct enregistré auquel nous nous aguerrissons, il est possible de jouer sur les deux plans sans nuire gravement à l'essentiel, c'est-à-dire à l'information et à sa crédibilité. Des erreurs seront sans nul doute commises. Mais on peut les réparer rapidement. De plus, l'accent est mis sur le journaliste et sur l'événement et pas sur le présentateur qui lit sur un prompteur un texte bien ficelé.

Peu de chaînes ou de réseaux peuvent se permettre de travailler ainsi. À ce propos, j'ai entendu dire que l'on reproche à CNN et aux réseaux de nouvelles télévisées du monde de mettre trop de pressions sur les hommes politiques -- les hommes d'État, comme ils aiment à s'appeler -- lorsque le débat est international, c'est-à-dire lorsqu'il sort de la politique locale. En temps de guerre, ils se proclament hommes d'État. S'il s'agit de refaire l'asphalte de nos routes, c'est de la politique.

Eh bien, peut-être contribuerons-nous à la naissance d'un meilleur cru de politiciens. Nous avons vu au fil des décennies que la classe politique est douée d'une remarquable faculté d'adaptation rapide. S'il est mal venu de formuler un commentaire pour nos bulletins d'information, un politicien intelligent nous le fera comprendre d'un «sans

commentaire». Si cette pression limitée est inacceptable, sans doute faut-il y voir le signe que nous avons besoin de nouveaux dirigeants.

Tout ce que je viens de dire vaut pour les dirigeants de nos institutions, du secteur privé, les chefs religieux et militaires, pas pour les vedettes du rock. Dans son livre *Mass Media and American Foreign Policy*, Patrick O'Heffernan écrit que la télévision infléchit la politique étrangère de trois façons. Elle accroît le nombre des acteurs dans les événements internationaux, elle accélère la marche politique et elle dicte les objectifs politiques. Il fait remarquer que les acteurs ne sont peut-être pas du goût de l'*establishment* diplomatique, puisque dans leurs rangs peuvent se glisser des terroristes, espèce marginale parfois dingue, des gens qui n'appartiennent pas au milieu reconnu et assez élitiste de la diplomatie.

Dans un entretien, l'analyste politique américain Robert Beckel déclare avoir pensé que le président Reagan s'était senti obligé de continuer à envoyer son secrétaire d'État, George Schultz, au Moyen-Orient à cause des effets provocateurs des images télévisées de heurts entre l'armée israélienne, la police israélienne et l'*intifada*. Les téléspectateurs du monde entier s'attendent à une couverture complète de la prochaine guerre, sans se rendre compte qu'ils n'ont eu qu'un aperçu de celle que nous sommes encore en train de livrer. Ainsi, on n'a pas encore vu de bande vidéo ou de photos de l'offensive terrestre. Ce que l'on a vu, ce sont des images soigneusement passées à la censure, sauf dans le cas du micro ouvert de CNN à Bagdad, les choses anodines dans la capitale irakienne, plus les reportages en direct ou en léger différé montrant l'interception de missiles *Scud* par des missiles *Patriot*. Nous avons tous failli nous noyer dans les pools du Pentagone.

Nous avons vu de l'offensive aérienne les réussites filmées par des caméras montées sur des bombardiers. Le gouvernement ne nous a transmis aucune image de cible manquée, ce qui a donné à l'opération des airs de westerns hollywoodiens -- pardon, torontois -- où le bon ne perd jamais.

La leçon, c'est que le nouvel âge militaire américain aurait figé Ernie Pyle sur place. Cependant, les médias n'ont pas dévoilé les plans, alors que beaucoup de journalistes savaient des semaines à l'avance que le Septième Corps voulait foncer jusqu'au coeur de l'Irak. Je n'ai appris qu'aujourd'hui, en écoutant le général Sidle, qu'on avait publié les plans une semaine avant l'invasion terrestre. Je le crois sur parole. Je pense, toutefois, qu'en raison de son isolation du reste du monde à l'époque, il était impossible à l'Irak d'être au courant. Cela n'excuse pas pour autant qu'on les ait publiés.

Dans des sondages réalisés après la guerre, le public préférait à trois contre un, un corps de presse à des *cheerleaders*. Le public américain a déclaré qu'il voulait qu'on lui dise la vérité sans détour. Les témoignages que vous avez entendus sont anecdotaux, le vécu et les observations sont réels. Nous ne savons pas où tout cela nous mènera. Les révolutionnaires risquaient d'être pendus sur une place de la ville. Or, cela peut se reproduire. Il y a des choses que l'on sait avec certitude. Nous aurons plus et non moins de nouvelles dans la décennie à venir. Elles nous parviendront sous diverses formes. Nous connaissons déjà les informations judiciaires sur une chaîne qui se consacre uniquement à la retransmission de procès, par exemple; des reportages sur la santé et la médecine diffusés en circuit fermé chez votre médecin, avec la permission de Whittle Communications. Il se pourrait fort bien qu'on assiste à une explosion des nouvelles locales, à la diffusion des conseils municipaux et des tribunaux statuant sur des infractions routières, comme sur *Channel 12 Long Island* (New York), qui a ouvert la voie. CNN se trouvera certainement face à des concurrents mondiaux ou régionaux formés de consortiums internationaux tels que la BBC et NHK. On ne va pas «désinventer» la technologie. Elle ne disparaîtra pas.

La question est donc de savoir si nous serons assez intelligents pour l'employer sagement. Serons-nous, dans le journalisme, des programmeurs et des rédacteurs assez fins et honnêtes ? Ce sera onéreux et difficile, mais connaissant le curriculum du journaliste du monde libre, je crois que la réponse est oui. Nous sommes excentriques et impertinents, nous nous trompons souvent dans la recherche de l'insaisissable vérité. Mais, dans l'ensemble, la réponse est oui.

Il sera de plus en plus ardu de bien rendre compte des événements, et les téléspectateurs se montreront de plus en plus exigeants. Ceux qui travaillent pour les gouvernements, mais aussi les hommes et les femmes qui veulent simplement savoir. Cette semaine, dans l'*Insight Magazine*, Arnold Beichman du *Hoover Institute* déclarait que le monde assistait aux révolutions assis aux premières loges. C'est ce qu'il appelait la «CNNisation» de la planète. La caméra du direct placée sur le toit de l'immeuble où nous avions notre bureau était pointée sur la place qui jouxte le Parlement russe, à Moscou. Nous avons vu dresser les barricades en direct. Les chars passaient. Boris Eltsine est grimpé sur l'un d'eux. Nous étions en liaison avec notre correspondant qui se trouvait à l'intérieur de l'édifice alors que ses occupants se préparaient au pire. En seize heures, la première nuit qui a suivi le coup d'État, les téléspectateurs du monde entier ont été informés du putsch, ont vu les manifestants et assisté à la conférence de presse des meneurs de ce putsch, huit hommes grisonnants. Nous avons entendu les femmes d'Alma-Ata dire que les habitants du Kazakhstan résisteraient aux côtés des Moscovites qui s'opposaient au coup d'État. Nous avons vu 300 000 manifestants à Leningrad. La terre entière les a vus. Nous avons assisté à la débandade finale.

À Kennebunkport, le président a regardé ces images comme tous les dirigeants occidentaux. Assurément, de nombreux facteurs se sont conjugués pour faire échouer le putsch. Il faut croire que le compte rendu donné librement, complètement et sans hystérie par les journalistes se trouvant sur place est de ceux-là. Ma réponse à la question de savoir si nous sommes prêts à assumer cette tâche et d'autres similaires est donc oui.

C DERRIÈRE L'IMAGE -- Florian Sauvageau

Le film dont le titre est «Derrière l'image», est un film que nous avons fait en 1978, donc il y a bien longtemps, et qui cherchait à l'époque à décoder le processus de fabrication de l'information. On cherchait à expliquer ce qui se passe derrière l'écran bien cadré, ce qui se passe derrière l'image.

Ce que nous disions dans ce film et ce que les événements des dernières années, la critique de la télévision qui se fait depuis quelques années accrédite je pense ce que nous essayons d'expliquer dans ce film, c'est qu'il faut prendre la télévision pour ce qu'elle est. D'ailleurs je voudrais faire une précaution oratoire ou une mise en garde, malgré tout ce que je vais dire, j'aime la télévision, j'ai fait beaucoup de télévision dans ma vie et d'ailleurs j'espère en faire encore, ce n'est pas un appel du pied pour un emploi. J'aime la télévision mais je pense que l'on ne l'utilise pas toujours à bon escient. M. Turner disait que la technologie peut être exceptionnelle «if we are smart enough to use it». Je pense qu'on n'est pas toujours «smart enough» et qu'on ne l'utilise pas toujours correctement.

Dans ce film de 1978 donc, on cherchait à expliquer que la télévision, c'est un médium d'émotion, d'action et de personnalité. Si vous cherchez l'explication, si vous cherchez la réflexion et si vous cherchez les idées, ne les cherchez surtout pas à la télévision. Ce qui ne veut pas dire que la télévision n'est pas importante, ce qui ne veut pas dire que la télévision n'est pas un outil qui peut être utile en période de conflit par exemple, parce que l'émotion c'est important. L'émotion ça fait partie des conflits tout autant que la réflexion. Mais la télévision privilégie, parce qu'elle privilégie l'image, l'intensité. Comme l'a expliqué M. Cohen, la télévision privilégie l'action et l'émotion beaucoup plus que la réflexion et l'explication.

Donc nous avions cherché à l'époque à démontrer les limites de la télévision. Ce n'était pas un film contre la télévision tout comme ce que l'on propose ce matin n'est pas un propos contre la télévision. Il est très important de comprendre le processus de

fabrication de l'information par la télévision, compte tenu de la suprématie que détient la télévision en matière d'information, quand on sait que deux tiers des spectateurs un peu partout dans le monde industrialisé s'informent d'abord et avant tout à la télévision.

M. Wood hier parlait, dans ses notes introductives au tout début de la conférence, de ces images dont tout le monde se souvient, de fillettes marchant sous le napalm au Viêt-nam. Dans notre film, nous avions utilisé aussi cette séquence absolument émouvante d'un cameraman qui filme sa propre mort au début des années 1970 au Chili, qui filme un soldat qui est en train de tirer sur lui et le cameraman après trois ou quatre coups, s'effondre.

Nous avions dans ce film les images saisissantes d'une exécution pendant la guerre du Biafra qui était manifestement pour la télévision. Plusieurs d'entre vous connaissent cet incident dont on a beaucoup parlé puisque par la suite, le capitaine nigérian qui avait présidé à cette cérémonie de fusiller un réfugié biafrais pour les caméras de la BBC, avait été lui-même fusillé, peut-être aussi pour les bénéfices la télévision. Il y a donc des relations de cause à effet dans la télévision. Nous avons dans ce film aussi une entrevue avec un des grands journalistes de la télévision canadienne, David Halton, qui expliquait comment ses pupitres et ses chefs d'information à Toronto préféraient du bang-bang et qu'il n'était pas là pour expliquer avec des cartes derrière lui ce qui se passait et quels étaient les grands enjeux des conflits qu'il couvrait.

Il y a dans ce film un témoignage émouvant aussi de deux cameramen de guerre qui avouaient presque, dans le cas de Jean Reitberger, cameraman de Radio-Canada à Paris, qui est un homme sensible, que oui, sans doute, à cause de lui, à cause de sa présence, à cause de la présence de ses caméras, des gens avaient tiré pour faire des images et des gens étaient morts à cause de lui et à cause de la télévision. Mais en fait, même si tout ça reste de l'actualité, ces exemples sont un peu dépassés et c'est un peu pour ça que j'ai pensé que c'était préférable de refaire avec vous la tentative d'explication critique du processus de nouvelles à la télévision à la lumière d'exemples plus récents puisés, entre

autres, dans deux ouvrages parmi ceux très nombreux qui ont été publiés depuis six mois en France.

D'ailleurs je pense que c'est important au cours de cette conférence de parler de cette remise en question actuelle de la télévision en France. La guerre du Golfe y a suscité, pour reprendre l'expression du sociologue Dominique Wolton, une véritable crise de légitimité à l'égard de la presse et à l'égard de la télévision en particulier. En fait, on s'interroge sur la télévision en Europe depuis décembre 1989, depuis les 60 000 morts annoncés en Roumanie. Ensuite, on a eu du mal à en compter 1 000 depuis ce qu'Ignacio Ramonet, le rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, a appelé la télévision nécrophile.

Et au coeur de ces remises en question, au coeur de ce questionnement, se trouve la télévision en direct, se trouve CNN. Philippe Meyer, le chroniqueur de télévision du magazine *Le Point*, parle de la télévision en direct comme du haut lieu de l'imposture. Comme vous voyez, on est loin du triomphalisme auquel on a assisté lors de la conférence d'hier soir.

Quelques exemples du débat actuel en France. Dominique Wolton dans son livre «War Game» parle des exagérations, des rumeurs, de l'information non vérifiée, des images et des informations répétitives sur la guerre du Golfe, comme par exemple ces images des pilotes alliés prisonniers que vous avez tous vus. Les montrer une fois, dit-il, c'est de l'information, les montrer dix fois, c'est une mise en scène sensationnaliste. Et je pense que puisque les conflits ne sont pas que des conflits internationaux mais des conflits nationaux aussi, on peut se poser les mêmes questions dans notre contexte canadien à nous. Prenons l'exemple d'un reportage du *Journal*, où, montrer une fois le drapeau québécois piétiné en Ontario, c'est du journalisme, le montrer huit, dix, douze fois, c'est une mise en scène sensationnaliste.

Et Dominique Wolton conclut, «la finalité de la presse n'est pas de brancher directement le public sur le spectacle du monde mais de lui présenter les informations et

c'est l'élément suivant qui est important au milieu d'un cadre de compréhension. Le cadre de compréhension, c'est ça la finalité de la presse.»

Dans un autre ouvrage tout aussi intéressant que celui de Wolton, le chroniqueur de radio-télévision du quotidien *Le Monde*, Alain Woodrow, écrit au sujet de la télévision en direct toujours, «il faut crier halte à la tyrannie de la technologie pour rétablir une distance entre le journaliste et l'actualité qu'il traite.» La technologie, l'information «unedited», comme disait M. Turner hier soir, a ruiné le système de vérification, a ruiné le tri, a ruiné la hiérarchisation des informations qui sont à la base même du journalisme. Ce qui me fait conclure que la télévision en direct c'est peut-être de la communication, ça fait partie du fourre-tout et de la tarte à la crème de la communication dont le développement s'est accéléré depuis dix ans, mais quant à moi, ce n'est pas toujours, bien au contraire, du journalisme.

Il est grand temps qu'on apprenne à distinguer le journalisme des autres métiers de communication, qu'il s'agisse des appareils de propagande des relations publiques ou alors du divertissement animé. Divertir ce n'est pas nécessairement informer, ce n'est pas nécessairement faire du journalisme.

Ce qu'on dit dans le cas, je viens de le souligner, des crises internationales s'appliquent tout à fait aux crises nationales. Mes étudiants de maîtrise, qui ont analysé l'hiver dernier la couverture en direct de la crise d'Oka, pendant trois jours, ont dit des choses tout à fait semblables à ce qu'écrit Dominique Volton. On trouvait dans cette couverture en direct des rumeurs, des répétitions, des images en vrac qui contribuent bien plus à la confusion qu'à la compréhension.

Il serait peut-être temps que nous distinguions entre le droit d'information qui est une autre belle tarte à la crème, le droit de savoir, le droit de savoir tout de suite et le droit de comprendre. Le droit de savoir tout de suite même si c'est à la base de la rapidité du journalisme nord-américain, du journalisme occidental, ce n'est pas nécessairement le droit de comprendre.

Depuis 1978, donc depuis notre film, qui est toujours d'actualité malgré ces exemples, divers facteurs ont exacerbé des tendances qui existaient déjà. D'une part, la technologie a évolué, j'en ai parlé. J'ai parlé aussi du développement de la communication et de la confusion des genres, mais tout cela s'est fait dans le contexte de ce que j'appelle, c'est un néologisme à la fois anglais et français, donc un néologisme tout à fait canadien, la commodification ou «the commodification». «The commodification of news and the commodification of the media.»

«Making more than ever commodity out of news.» Ça aussi c'est la tendance des sept ou huit dernières années. L'équilibre fragile qui a toujours existé dans les médias, entre des éthiques conflictuelles: l'éthique du marché de la rentabilité des patrons de presse, et l'éthique du service public et celle du journaliste, qu'on a toujours considéré dans nos entreprises de presse comme une relation entre l'église et l'État. Entre l'entreprise de presse et la rédaction, il y a toujours eu une séparation. Cet équilibre fragile, qui a toujours été fragile, qu'il faut reconstituer chaque jour, à mon avis a été rompu au cours des dernières années dans le contexte de la concurrence déchaînée et débridée. Les conflits, les crises et les dramatisations, qui ont toujours été et qui ont été de tout temps l'essence de la nouvelle, sont devenus beaucoup plus importants dans ce contexte de concurrence extrêmement vive, qu'auparavant. Pour reprendre l'expression de Jerry Mander dans son livre *Four Arguments for the Elimination of Television*, et je ne souscris surtout pas à l'élimination de la télévision, «more than ever in terms of news war is better than peace, violence is better than non violence.»

Ces propos de Mander m'ont été rappelés par ce livre qui à mon avis est le classique en matière d'utilisation de la violence par les médias. C'est un ouvrage de deux Néerlandais, Schmid et de Graaf, qui a été publié en 1982, *Violence as Communication*. À mon avis, toutes les questions que nous nous posons depuis le début de cette conférence sont fort bien posées dans cet ouvrage. On y parle du terrorisme et des médias et la thèse des auteurs est que le terrorisme ne se comprend que dans un contexte de communication. «This type of terrorism, insurgent terrorism, has to be explained in

relation to the prevailing information order in the news values that are paramount within this order.»

Et c'est en termes de réflexion éthique sur les valeurs en matière d'information que je pense que le débat doit se poser. Je ne parle pas de déontologie. Je ne parle pas de codes ou de normes qui souvent conduisent à l'auto-censure, mais de réflexion éthique. L'éthique, c'est la réflexion sur les valeurs, l'éthique c'est la patience du bien, la distinction entre le bien et le mal. Pour le moment je voudrais dire deux ou trois mots de ce livre, «Violence of Communication», qui permet de mesurer la complexité des interrogations auxquelles cette conférence nous oblige à faire face. Ces questions ont été posées hier, certaines d'entre elles sur la censure ou alors il y a la question que l'on nous pose ce matin sur les effets de la couverture médiatique sur des conflits. Est-ce qu'il y a de l'escalade, est-ce qu'il y a une relation de cause à effet?

Les effets sur qui? Les effets positifs ou négatifs? Les effets sur les gouvernements? Il n'y a pas que des effets négatifs de la présentation de la violence dans ce sens que je ne voudrais pas être manichéen dans ma présentation, mais nuancer si possible. Hier, M. Turner a parlé de l'influence sur Bush des manifestations en URSS. Influence positive peut-être.

Dans le numéro de cet été du *Columbia Journalism Review*, Daniel Schorr explique comment la télévision a eu un effet extraordinaire sur le changement d'attitude du président Bush au sujet de la condition des Kurdes. Comment les premières critiques sont venues de la presse écrite et comment l'administration Bush n'a pas bougé à partir des articles de la presse écrite. Il cite un commentaire d'un adjoint du président qui dit au sujet d'un article critique de William Safire publié dans le *New York Times*, «a hundred selective columns will not change the public's mind». La télévision et les images de la télévision portant sur les Kurdes en détresse, ont changé graduellement, de façon magnifique selon Daniel Schorr, l'attitude du président. Donc, les effets de la télévision ne sont pas nécessairement toujours négatifs.

Les effets sur le public aussi. Le public aussi est sélectif. Le public retient ce qu'il a bien envie de retenir dans ce qu'il voit à la télévision, à partir de ses préjugés, à partir de son prisme, à partir de sa façon de voir l'écran de télévision. Les effets sur les autres médias comme la presse écrite sont énormes. Les effets de la télévision sur la presse écrite ne sont pas toujours positifs. La presse écrite voit, à mon avis, beaucoup plus qu'auparavant les choses en termes de conflit, à cause de la télévision, parce que les règles du jeu sont le plus souvent posées par la télévision et que les débats sont identifiés à partir de la lorgnette de la télévision.

Dans le cas du terrorisme, effets sur les otages, ce qui exige une réflexion éthique de la part du journaliste et effets sur les terroristes potentiels, par le processus d'imitation et à toutes ces questions le livre nous fait voir à quel point la subjectivité des réponses varie de l'un à l'autre. Si vous demandez à des chefs de police si la télévision en direct influence et encourage les actes terroristes, 93 p. 100 des chefs de police disent oui. Le «live coverage», ça encourage le terrorisme. Si vous posez la même question au directeur de nouvelles à la télévision, 35 p. 100 disent oui, ça influence.

On voit à quel point la subjectivité des réponses aux questions que nous posons varie selon le prisme de celui qui répond aux questions. Même chose, on a vu hier, dans le cas de la discussion au sujet de la censure, entre les militaires et les journalistes. D'un côté, la liberté de presse défendue par les journalistes et de l'autre, la censure, mais pas la censure en soi, la censure au nom de la sécurité nationale, qui est une valeur importante aussi dans une société démocratique. Donc, c'est en ce sens qu'il y a un débat de valeurs, entre la sécurité nationale et la liberté de la presse, et il s'agit à mon avis, d'un équilibre à trouver entre ces valeurs et entre aussi le discours du général et le discours des journalistes. Parce qu'il s'agit, et ça aussi je pense que c'est important, il s'agit de discours parce que les uns et les autres, les militaires et les journalistes, savent bien que dans la réalité de tous les jours ils sont condamnés à s'entendre.

Bien sûr dans les colloques il y a le discours, la liberté de la presse sans limite, la sécurité nationale sans limite. Sur le terrain, le discours n'est pas le même que dans les

colloques. Il y a nécessité de trouver un compromis. La relation entre le journaliste et sa source est une relation extrêmement complexe, qui en est une de négociation quasi permanente pour trouver un compromis quelque part, sur le terrain qui, est bien différent du discours que tiennent les uns et les autres. Et la manipulation d'ailleurs n'est pas toujours unilatérale. Les uns et les autres s'utilisent.

Pour conclure, je voudrais simplement dire que ce débat éthique doit être permanent tant à l'intérieur des bureaux de rédaction qu'entre les participants au processus d'information, à partir des sources, en passant par les acteurs, les médias, jusqu'au public. Et il faut accepter que les réponses aux diverses questions que posent ce colloque d'intérêt public, les relations de cause à effet, la liberté de presse versus la censure, il faut accepter que les questions à ces réponses varient d'un individu à l'autre, d'un média à l'autre, d'un pays à l'autre. À mon avis, c'est çà la démocratie.

Ce commentaire d'un éditorialiste du *Sun* de Londres pourra en scandaliser certains. Il a écrit dans la *UK Gazette*, «la vérité est sacrée, mais un quotidien qui n'en révèle qu'une partie, est un million de fois préférable à un journal qui la livre tout entière pour nuire à son pays.» Ce commentaire satisferait sans doute le général Sidle, il mécontentera un grand nombre de journalistes et sans doute en particulier de journalistes américains, mais c'est très bien comme ça que les uns et les autres aient des positions et des points de vue différents.

Les entrevues de Saddam Hussein en ont dérangé plus d'un; à cela Michèle Cotta de la chaîne de télévision TF1 réplique, «si on avait interviewé Hitler, on aurait peut-être pas eu la guerre et des millions de morts en 1940.»

Il n'y a pas à toutes ces questions donc de réponse définitive. La médiation des valeurs en cause doit se faire sur une base permanente lorsque les valeurs évoluent constamment, le monde change. Hier, le général Sidle se demandait pourquoi tant de journalistes voulaient maintenant couvrir la guerre du Golfe. Tout simplement parce que depuis la Seconde Guerre mondiale, les journalistes et les médias ont changé, le monde

a changé, la société a changé et le général également, même s'il s'en défendrait sans doute.

Il n'y a pas de réponse définitive à ces questions et, n'en déplaise à ceux qui aiment les certitudes, c'est très bien ainsi.

D L'ESCALADE À L'ÈRE DES SATELLITES -- Mark Starowicz

Nous n'allons pas remettre le génie dans sa lampe. La télévision en direct est parmi nous pour le meilleur et pour le pire. J'ai assisté à une discussion intéressante au Festival de télévision de Banff, mais il y a eu un infortuné débat d'une heure sur la question de savoir si on ne devrait pas différer de deux heures la diffusion d'un programme en direct. C'était peut-être le moyen d'apaiser le dragon. Cela dénote que l'on comprend très mal pourquoi il y a dans le monde une centaine de réseaux de télévision qui s'entre-tuent pour une place sur un circuit par satellites.

Le problème n'est pas de retarder la diffusion des nouvelles, mais de savoir comment garantir leur exactitude. Il y a une moralité qui accompagne *le direct*, tout comme il y en a une pour *le montage* (la mise en ordre d'images enregistrées). Selon moi, on pourrait citer comme exemple de comportement immoral d'un reportage en direct, le détournement de l'avion de la TWA. Lors de cet événement, un groupe d'otages avait été longtemps retenu à Beyrouth et un autre avait ensuite été transporté à Larnaca. Après quelques jours, on les avait autorisés à passer devant les caméras et c'est ainsi qu'on avait vu à Beyrouth des gens fatigués et très effrayés auxquels on demandait : «À votre avis, que devrait faire le Secrétaire d'État?», «Avez-vous quelque chose à dire à Cyrus Vance?» et «Selon vous, que devrait faire le président?» En agissant ainsi, on dévalue et on bafoue le processus politique. On ne demande pas à une mère dont l'enfant vient d'être écrasé par une voiture de dire ce qu'elle pense du système judiciaire. Quelques jours plus tard, presque toutes les émissions américaines du matin étaient diffusées en direct de Larnaca, où leurs journalistes rencontraient d'autres otages libérés. On avait fait venir des parents de ces otages. À première vue, cela pouvait passer pour un acte charitable, mais c'était en fait un artifice pour entrer en contact avec les gens à leur descente d'avion. On leur disait : «Votre oncle Harry est avec moi, il voudrait vous parler», et on filmait leur réunion.

Je crois que tout cela est une façon théâtrale et immorale de présenter les nouvelles, c'est une exploitation purement sensationnaliste de la vie et un moyen de profiter de

l'émotion d'autrui. À qui l'on s'adresse en direct, à quel moment et pour quelle raison deviennent des décisions éthiques essentielles. On pourrait en parler pendant une semaine entière, et c'est probablement ce que fera la profession au cours de la plus grande partie de la décennie.

On ne peut pas rejeter quelque chose en bloc sans discernement. Je n'ai pas vu la rencontre Eltsine-Gorbatchev car je me trouvais à Bornéo, imaginez-vous, le seul endroit où l'on ne capte pas CNN! Mais l'on comprend bien que les bienfaits de la télévision en direct, des raccordements et des liaisons multiples constituent à eux seuls un événement historique.

J'ouvre une parenthèse pour dire que je suis aussi irrité par l'idée selon laquelle la responsabilité du *direct*, de cette crise morale, serait née d'un seul coup et toute formée et qu'on l'aurait déposée telle quelle dans le giron de la télévision. Relisons un peu notre histoire. Souvenons-nous que la guerre hispano-américaine a servi à alimenter une autre guerre, des tirages celle-là, qui a eu lieu à New York entre Pulitzer et Hearst; rappelons-nous quand le *Maine* a été coulé, souvenons-nous du triple assaut contre San Juan Hill, de l'époque du maccarthysme et des gros titres pendant la guerre. Celui que je préférais est paru dans le *Toronto Sun*, c'était «Hussein bombarde la Terre sainte». Je ne vois pas les journaux titrer en manchettes : «Les Alliés bombardent le berceau de la civilisation», et vous? Souvenons-nous aussi de la guerre des Falklands. «On l'a eu!», ont-ils dit, quand ils ont coulé le *Belgrano*. «1 700 *Argies* au fond de l'eau»; *Argie*, c'était le nom donné aux Argentins à l'époque. On voit donc que moralité, instantanéité et chauvinisme ne sont pas des péchés particuliers à la télévision. Il y a une mauvaise télévision tout comme il y a une mauvaise presse écrite; d'ailleurs, il y a toujours eu deux sortes de presse écrite, une mauvaise et une bonne.

Je voudrais, cependant, revenir sur quelques leçons de la guerre du Golfe, et sur les leçons de cette guerre à l'ère des satellites. Actuellement, j'aime à dire que l'avenir semble plus éloigné que l'année dernière, vous n'êtes pas de cet avis? Les adeptes de McLuhan faisaient preuve d'un orgueil démesuré quand ils affirmaient : «Nous réunirons

entre eux tous les points de la planète, tout sera accessible instantanément», et cet orgueil s'est évanoui. La guerre du Golfe a transformé cet orgueil de l'ère des satellites en un débat sur le détournement de la presse. Sidney Schanberg, le correspondant du *New York Times* dont l'histoire a servi de modèle au film *La déchirure (The Killing Fields)*, a déclaré récemment à Washington que «la presse s'est comportée comme si elle faisait partie de l'*establishment*» et qu'elle «se sent embarrassée, humiliée et mortifiée par les résultats qu'elle a obtenus». Stanley Cloud, chef du bureau de Washington du magazine *Time*, recommandait, il y a trois mois, que les rédacteurs disent simplement au Pentagone : «Allez envahir un pays du tiers-monde; nous n'irons pas avec vous, nous nous débrouillerons pour y aller tout seuls et nous couvrirons l'événement.» La guerre du Golfe nous a enseigné d'une manière éclatante et dramatique combien il était facile de mettre en échec une technologie, en dépit de ses extraordinaires possibilités.

En fait, c'est une leçon que nous aurions dû apprendre par deux fois déjà. Au cours des trois grands conflits de la dernière décennie, à savoir les Falklands, la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe, on possédait la technologie voulue pour rapporter des reportages extraordinaires. Dans ces trois conflits, les possibilités de la technologie ont été soit trahies soit considérablement réduites par les belligérants qui ont empêché la télévision d'être présente aux événements. Dans la guerre des Falklands, il ne faut pas oublier que, si les navires britanniques étaient bien équipés d'antennes paraboliques, les reportages étaient censurés et, chose très importante, qu'ils étaient diffusés quelque quatre jours plus tard. Lorsque le *Sir Galahad* a brûlé, il a fallu deux semaines pour que les images soient diffusées à Londres.

On s'était mieux débrouillé pendant la guerre des Boers avec les paquebots. Au début du siècle, les rapports rédigés en Afrique du Sud mettaient très souvent neuf jours pour atteindre la Grande-Bretagne par paquebot, soit moins de temps que les films tournés pendant la guerre des Falklands. Après le Jour J, en fait, les films pris par les *Spitfire* passaient dans les cinémas de Londres le lendemain ou l'après-midi suivant. On avait ainsi, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des reportages sur les troupes qui se battaient en Europe.

En Argentine, les journalistes étaient à ce point bloqués dans leurs hôtels de Buenos Aires qu'on a justement surnommé «Guerre des garçons d'étage» («The Room Service War») la première guerre moderne où des satellites ont été utilisés. La guerre Iran-Irak, qui a duré huit ans et fait un million de victimes, aurait tout aussi bien pu se dérouler sur une autre planète. Cette guerre-là avait reçu le surnom de «convoi vers l'enfer» car, au mieux, on faisait faire seize heures de route aux correspondants qui se retrouvaient, complètement désorientés, au beau milieu d'un barrage d'artillerie, pour reprendre dès le lendemain le chemin de Bagdad. Du côté iranien, on avait de la chance si on pouvait filmer la Fontaine du sang des martyrs avant d'être ramené à l'aéroport.

Permettez-moi d'ouvrir une autre parenthèse. Ceci concerne un événement survenu après la guerre du Golfe, un événement pratiquement jamais couvert par les médias, un échec de l'ère des satellites, mais qu'on ne peut en aucune façon attribuer aux militaires. Cent quarante mille personnes sont mortes au Bangladesh au printemps dernier. Où étaient les hélicoptères apportant les grandes antennes paraboliques qui auraient permis au monde de se sentir concerné par l'ampleur de cette tragédie humaine? Personne ne les empêchait d'être là. Et pourtant, nous avons estimé que cette tragédie ne méritait pas qu'on ait recours à notre technologie. Nous, nous avons survécu en y consacrant juste une minute par jour pendant trois jours. Quand on présente un reportage sur la mort de 140 000 personnes, la simple moralité exige, je crois, qu'on y consacre plus d'une minute. À l'ère des satellites, tous les échecs ne sont pas imputables aux militaires.

Mais revenons aux leçons de la guerre du Golfe. On a beaucoup épilogué, à Banff et à d'autres conférences et réunions ailleurs dans le monde, sur la facilité avec laquelle les promesses des satellites pouvaient être anéanties par la censure militaire. Mais la guerre du Golfe a donné à ce problème une autre dimension. Je crois que cette question a été soulevée hier. Rien qu'en Arabie saoudite, il y avait 1 600 correspondants et techniciens accrédités auprès du commandement des forces de la coalition. Ce nombre est supérieur de 400 à celui dont le général Eisenhower a eu à se soucier pendant toute la campagne de libération qu'il a menée en Europe occidentale. Quatre-vingts pour cent

des correspondants devaient assister aux compte-rendus du général Schwarzkopf dans des salles pleines à craquer, ou les regarder depuis leurs chambres d'hôtel sur un système de télévision en circuit fermé. Brian Stewart, correspondant du *Journal* en Arabie saoudite et l'un des premiers à pénétrer au Koweit après la libération, a proposé de surnommer le conflit du Golfe la «Guerre des autobus scolaires». En effet, on transportait tout le monde dans de petits autobus jaunes délabrés, comme on en voit partout, et des convois de ces autobus jaunes emmenaient à Khafji ou à une usine de chaussures des groupes disparates de Finlandais, de Canadiens, de Brésiliens et de gens appartenant à quelque société de Kansas City.

Le syndrome qui a frappé les médias américains quand les gens ont été tout excités par la présence de leur correspondant local dans le Golfe a, en réalité, fait son apparition au Sommet de Reykjavik. Au cours de cette décennie, les gouvernements ont remarqué que la presse locale avait tendance à être moins critique que la presse nationale. C'est à David Gergan qu'on a attribué cette stratégie adoptée par la Maison-Blanche sous le gouvernement de M. Reagan, mais il est évident qu'elle atteint une plus grande ampleur aujourd'hui. Il est peu probable que le journaliste qui rend compte de la criminalité dans sa ville ou le présentateur des nouvelles du soir soient très versés dans les affaires militaires. En tous cas, si on l'a envoyé là-bas, c'est pour faire un reportage sur la vie des soldats de la Réserve locale, un reportage montrant invariablement l'ardeur de «nos petits gars qui sont prêts à botter le derrière de ceux d'en face».

Les gouvernements ont également appris qu'il est préférable de faire quinze entrevues de trois minutes avec James Baker, le Secrétaire d'État, aux émissions du matin et aux nouvelles du soir, plutôt que de faire interroger pendant une demi-heure ce même James Baker par les correspondants au Moyen-Orient du *Times* ou à *Night Line*. La pléthore de journalistes présents à la source des événements fait le jeu des censeurs. Les journalistes que nous sommes devons conclure des alliances raisonnables et nous regrouper, sinon ils le feront pour nous. En fait, ils l'ont déjà fait. Nous devons établir des systèmes de coopération appropriés et créer des réseaux apolitiques où les informations seront mises en commun. Tant que les stratégies adoptées par les

gouvernements envers la presse seront ce qu'elles sont et qu'il y aura autant de correspondants, bien des événements mondiaux ne seront qu'une occasion de prendre quantité de photos. Or, je crois que l'on peut en grande partie décrire la guerre du Golfe comme une occasion de prendre quantité de photos.

Ceci conduit à une forme de surenchère particulièrement pernicieuse : la surenchère du présentateur. On en trouve l'origine sur nos marchés intérieurs, car nous avons permis qu'il y ait concurrence pour théâtraliser notre guerre. Notre envoyé au Mur de Berlin a pris la place de celui qui assistait à la remise des Oscars. L'affirmation de notre présence est devenue le critère de la véracité. C'est la course à l'exotisme, qu'il s'agisse du Mur de Berlin ou des dômes bleus de l'hôtel de Dharan. Tout le monde croyait que ces dômes faisaient partie d'une mosquée, mais, comme vous le savez, ils surplombent la piscine. C'est une variante, à l'échelle mondiale, de l'histoire du météorologue qu'on envoie sur le toit de la station pour voir s'il neige. J'appelle cela du journalisme de «cargo cult».

Dans le film «Mondo Cane», il y avait un touchant portrait d'une tribu du Pacifique qui vivait pratiquement à l'âge de pierre et dont le territoire était contigu à celui d'une base de l'aviation américaine. En voyant les énormes avions de transport apporter régulièrement de la nourriture et toutes sortes de richesses, ils en avaient conclu que c'était la tour de contrôle qui attirait ces énormes oiseaux d'argent remplis de nourriture. Le film montrait la pathétique tour de contrôle en bambou édifiée par les villageois pour attirer ces oiseaux de leur côté de la clôture. De la même façon, notre correspondant à Amman et une chemise avec des épaulettes sont devenus les symboles du journalisme à l'ère des satellites, du journalisme du «cargo cult». Si vous me voyez en direct avec un minaret à l'arrière-plan, c'est que je suis un journaliste et que vous devez me croire.

Je crois, car il faut être optimiste, qu'avec la guerre du Golfe, on a atteint l'apogée de cet ersatz du *direct*, de ces interviews de James Baker en trois minutes, de l'idée reçue que ce qui est immédiat est vrai. C'est cela, je pense, qui nous a livrés au militaire chargé des relations publiques et aux penseurs du gouvernement. Quand on voit, dans l'émission

Saturday Night Live, ce personnage avec une antenne parabolique sur la tête, c'est, je crois, le signe que la société commence à rejeter ce que l'on considèrera plus tard comme un sous-produit bizarre et grotesque de la concurrence que l'audimètre interactif et les «zappeurs» ont engendrée.

Pourquoi je crois que c'est en train de disparaître? Eh bien, tout d'abord, parce que tout le monde va se ruiner à s'y essayer. Mais, surtout, parce que la monnaie elle-même, l'éditorial, se dévalue. Elle se dévalue du seul fait qu'il y a inflation, car on a imprimé trop de billets. Trop de stations se prennent pour des CNN, chaque station associée est une CNN. Chacune fait son numéro pour rappeler qu'elle existe. Trop de directeurs de l'information ont admis que CNN avait trouvé le seul moyen de faire de la télévision à l'ère du «zappeur», au lieu de considérer que ce réseau y occupe un créneau unique et, je crois, honorable. Qu'il s'agisse d'un accident de voiture ou d'une mairie, tout est en direct; en direct, les réunions du conseil municipal, en direct au club «Rotary». Voici Shirley et Frank; Shirley et Frank, que se passe-t-il? Ça, c'est du journalisme ramené au niveau du cargo cult et adapté à une situation locale.

C'était, du reste, une façon erronée de considérer CNN qui, il faut le reconnaître, prépare ses programmes avec un très grand soin, possède un réseau impressionnant de bureaux dans le monde et diffuse une quantité considérable de produits étrangers. On a utilisé le jargon de McLuhan pour justifier la pureté de l'instant : philosophie pratique qui nous permettait de nier la nécessité d'avoir des bureaux à l'étranger, des correspondants éminents, des systèmes de classement corrects et des équipes formant à l'étranger des rédacteurs expérimentés et chevronnés. On s'est débarrassé des unités spéciales de reportage, des unités qui préparaient les émissions spéciales et des unités de la CBS qui réalisaient ces reportages. On les a échangées contre un journalisme de ronds-de-cuir, contre l'adoration du moment et contre des gens qui pontifient devant les dômes de l'hôtel de Dharan.

Mais qui dit concurrence, dit différenciation, et je crois que, la fièvre du Golfe étant retombée et pour des raisons de pure concurrence, on va repêcher de la poubelle les

unités chargées des émissions spéciales et des documentaires. On va voir des concurrents se disputer pour vanter les mérites d'un correspondant. On va aspirer -- et je le sens déjà dans les réactions aux reportages sur la guerre du Golfe -- à trouver des journalistes comme Walter Cronkite plutôt que des présentateurs dépêchés sur le lieu de l'événement. Et, si les gens se souviennent qu'Ed Murrow a bien fait une émission en direct depuis le toit de Broadcasting House, on oublie qu'il avait passé deux heures à en rédiger le scénario. Il se pourrait même que les professeurs de journalisme commencent à mentionner William Shirer et Howard K. Smith dans leurs cours. Je pense, et j'espère, que ce changement va se produire, non pas pour des raisons de nostalgie, mais parce que c'est le bon moyen d'éviter que les téléspectateurs passent d'une chaîne à l'autre.

Étant donné le contexte dans lequel nous vivons, les directeurs de l'information tant soit peu avisés s'apercevront que la stratégie commerciale à adopter consistera à nous différencier les uns des autres et à offrir des programmes de qualité. On commencera par présenter ses équipes de correspondants, par vanter leurs mérites et leurs connaissances et l'on parviendra ainsi à gagner la fidélité des spectateurs.

Je ne suis pas mécontent de voir la presse faire publiquement l'autocritique de son comportement pendant la guerre du Golfe, bien que je n'apprécie pas que cette critique se propage au Canada. Il ne faut jamais décourager le sentiment de doute dans une industrie si peu portée à faire son examen de conscience. Les armées en présence ont certainement mis un terme à l'orgueil méprisant de ceux qui pensaient pouvoir assister à une «guerre de salon». Lorsque je suis rentré passer l'été chez moi, je crois que la moitié des reportages tournés en Arabie saoudite et au Koweit n'avait toujours pas reçu l'aval du Pentagone. La plus grande partie n'a jamais été diffusée. Mais je ne suis pas prêt à être l'un des fossoyeurs de l'ère des satellites. Je voudrais dire un mot de la véritable promesse des satellites et également de l'une des grandes victoires du journalisme pendant la guerre du Golfe.

Qui donc a dit que le gros avantage du satellite réside dans l'instantanéité? À l'origine, quand on évoquait les promesses de cette technique, on parlait de distances

supprimées. On parlait de liaison et non de direct. La grande promesse de l'ère des satellites, c'était le pluralisme. Le monopole des opinions et des commentaires serait détruit. On entendrait s'exprimer les gens du Caire, on serait relié à Islamabad et à Amman. Le point de vue arabe ne serait plus jamais celui d'une seule université locale. On supprimerait aussi chez nous la distance qui sépare nos propres communautés et nos continents; on entrerait chez les gens et l'on discuterait avec des mères célibataires de Gainsborough, on les mettrait en liaison avec une mère de Chicago ou de Toronto pour créer des interconnexions jusque-là impensables.

Voilà ce que je pense : on rêvait de supprimer les distances; on a détourné ce rêve pour supprimer le temps. Brian Stewart a fait une remarque très importante que, pour la plupart, nous n'avons pas vraiment comprise. Dans l'histoire de l'humanité, c'est la première fois qu'au cours d'une guerre, on voit un représentant de l'autre belligérant apparaître presque chaque soir dans les foyers du monde. Peut-on imaginer des entrevues avec Hô Chi Minh diffusées dans les foyers américains au plus fort de la guerre du Viêt-nam? Peut-on imaginer Soviétiques et Chinois débattre de l'offensive du Têt à la télévision américaine?

Des émissions concernant la guerre et diffusées sur nos réseaux de radio et de télévision (et là, je regrette que les critiques américaines soient passées du côté canadien), je conserve le souvenir de liaisons avec Le Caire, avec des conseillers de M. Moubarak, avec des politologues et des historiens politiques, avec des personnalités politiques d'Amman, de Jérusalem et d'Iran, avec Rajhida Dergham; je me souviens de débats avec des personnages et de liaisons avec Moscou et Washington, avec Berlin et Londres, au cours desquelles on discutait de la moralité de la ligne de conduite adoptée à ce moment-là. Or, cette partie de la guerre des médias était une caractéristique des reportages diffusés à la radio et à la télévision canadiennes, peut-être parce que nous ne pouvions pas jouer le jeu de l'instantanéité du moment ni nous rendre auprès des forces américaines de l'armée de terre, et sans doute aussi parce que nous avions misé davantage sur le pluralisme.

Je suis extrêmement fier de cette partie de la guerre et je crois que nous avons été très utiles au Canada. Le fait qu'il soit devenu socialement et politiquement acceptable pour nos adolescents de voir des dirigeants et des analystes arabes, africains et européens discuter de la guerre est, à mon avis, d'une importance capitale. C'est un événement sans précédent dans l'histoire du journalisme et de la guerre. Il suffit de penser au degré de changement que cela représente par rapport aux reportages réalisés pendant la guerre de Corée et celle du Pacifique.

La guerre du Golfe représente la défaite des journalistes partisans du «direct à tout prix», l'échec de la course au correspondant-local-en-direct qui est née de la frénésie des salles de rédaction locales et a été appliquée à l'échelle mondiale. J'accepterais volontiers d'enterrer ce journalisme-là. Mais, dans les visages que j'ai vus, dans les débats et les scènes en provenance de Bagdad, d'Amman, de Jérusalem et de Moscou auxquels j'ai assisté à la télévision, je crois avoir aperçu une lueur de pluralisme, avoir constaté une certaine bonne volonté à écouter des points de vue différents et avoir vu admettre que débattre d'une action ou d'une politique ne constituait pas un acte de trahison. Dans ce pluralisme, dans cette défaite de la distance et non du temps, je pense qu'on a assisté avec la guerre du Golfe à la première justification de la promesse originale de l'ère des satellites.

E COUVRIR LES CRISES ET LES GUERRES ÉTRANGÈRES -- Ann Medina

Nous avons entendu M. Turner nous raconter une anecdote. Pendant la guerre du Golfe, le téléphone avait sonné et quelqu'un à l'autre bout du combiné s'était présenté comme étant le colonel Kadhafi et avait demandé à passer à l'antenne. On avait cru à une plaisanterie, mais il s'agissait bien de Muhammar Kadhafi. Et il voulait vraiment passer à l'antenne, ce que CNN lui a accordé. Plus tard, le roi Hussein de Jordanie a appelé, demandant lui aussi à passer à l'antenne. Il désirait faire savoir quelque chose au président Bush. Alors, à CNN, on s'est réuni pour réfléchir au problème : Fallait-il les laisser passer ou non? Et on a dit : d'accord. Ce qui m'ennuie, c'est que j'imagine un débat comme celui présenté par Larry King; on aurait le roi Hussein sur la deuxième ligne et Kadhafi sur la première; à qui faudrait-il donner la priorité? Et ça n'a rien d'absurde, on pense vraiment à une telle éventualité. C'est là que le journalisme devient une espèce de travail d'animation, avec différents chefs ou dirigeants qui passent à l'antenne. Mais est-ce vraiment le lieu convenable pour mener les négociations les plus fructueuses, les plus sérieuses et, espérons-le, les plus pacifiques? Je n'en sais rien.

Cependant, il s'est montré très persuasif. C'est vrai qu'on ne peut pas revenir en arrière ni arrêter le progrès en technologie. Il a brossé ce tableau -- on voit des images de ce genre dans les journaux, une sorte de jeu des sept erreurs; on y joue enfant. Il a parlé de «l'épine dorsale du reportage en direct» et de la façon dont, lui, il emballe ou présente les programmes quand il fait du vrai reportage, avec les journalistes et les événements répartis autour de cette épine dorsale. Mais quelque chose cloche dans cette image. J'ai commencé à penser qu'il n'y a peut-être rien d'autre que cette épine dorsale, que c'est elle le corps tout entier, tout ce qu'on présente à titre d'informations.

Ce ne sont là que des réactions sans importance, mais ce sur quoi je voudrais vraiment revenir, c'est le métier comme je le pratiquais, en fait, à la question suivante : un journaliste, qu'est-ce que c'est? On parle de journalisme, on parle de tout cet argent dépensé, qu'il s'agisse de documentaires ou de satellites, mais moi, je fais partie de ces gens de la vieille école qui pensent qu'il y a quelque chose de plus fondamental. Une

partie de ce coeur, c'est le journaliste. Et c'est le journaliste tel que l'a décrit Ted Turner hier soir, quand il a parlé de Murrow debout sur un toit, faisant quoi, si ce n'est témoigner. Car c'est cela le journalisme, à mon sens en tout cas, témoigner. Pour moi, mon métier consistait à aller dans toutes sortes d'endroits et à servir de témoin. À parler à quelqu'un, à voir quelque chose, à écouter quelque chose. Et à vous dire, à vous téléspectateurs, c'est cela que j'ai entendu, voici ce que ce type a déclaré, voici ce qui est en train d'arriver à cette femme là-bas. Je suis votre témoin, je suis vos yeux, voilà ce que j'ai vu et ce que j'essaye de vous décrire.

Je sais bien que, ce matin, certains disaient que l'objectivité, ça n'existe pas, et ça, pour moi, c'est de la «foutaise». J'ai toujours dit que c'était de la «foutaise». Bien sûr, il n'y a pas d'objectivité intégrale, mais nous savons tous au fond ce qui est plus ou moins objectif, et cela fait une grande différence quand un journaliste part quelque part et essaie de se débarrasser de tout ce qui l'encombre, de tous les préjugés, de toutes les idées préconçues. Il n'y parvient pas, mais il essaie, il s'efforce de raconter ce qu'il a vu. J'ai toujours pensé qu'il était très simple de faire ce pourquoi on m'avait envoyée et de revenir avec un reportage. Le problème, c'est de savoir ce qu'il faut faire quand on se trouve au milieu d'une crise ou d'une guerre, comment jouer ce rôle de témoin et rapporter ce qui se passe. Surtout si l'on sait que, même en temps normal, un gouvernement, une opposition ou un groupe de pression quelconque cherchera à déformer, même un peu, la moindre information. D'ailleurs, on le fait tous. Il nous arrive même parfois de bousculer un peu la vérité.

S'il en est ainsi en temps de paix, que se passe-t-il en temps de guerre, quand les enjeux sont élevés? En temps de guerre, si on perd la partie, les conséquences sont plus graves. Les pressions exercées pour tromper les gens, pour déformer d'un rien la vérité sur les événements, les tentations d'agir ainsi, comme vous le savez, et cela ne vous surprendra pas, sont plus grandes que dans toute autre situation. Par ailleurs, quand il y a une guerre, chaque partie a tendance à se mentir, à vouloir se convaincre qu'elle s'en tire bien, qu'elle va gagner, à prendre ses désirs pour des réalités. En temps de guerre, on ressent comme un changement, les événements s'enchaînent très vite. Comment

témoigne-t-on, comment trouve-t-on la vérité avec tous ces mensonges, ces illusions et ces changements rapides? Faut-il faire confiance aux responsables, aux dirigeants, qu'il s'agisse des Affaires extérieures au Canada ou du Département d'État aux États-Unis? Doit-on s'en remettre aux experts? Lorsqu'il est difficile de se rendre sur place, faut-il y renoncer et se fier à ceux qui, nous dit-on, savent quelque chose?

Eh bien, je le dis et je le redis, quand je partais couvrir un événement, il n'en était pas question. Est-ce que je me suis fiée aux autorités, où qu'elles soient? Ma réponse a toujours été non. J'ai appris, j'ai écouté et j'ai posé des questions, mais, ce qui a toujours donné sa véracité à une histoire, quand j'en trouvais une, c'était à chaque fois de l'avoir suivie en personne. Voici quelques exemples.

Nous nous trouvions en Ouganda, et il y avait ce type du nom de Museveni qui essayait de prendre le pouvoir. Nous nous sommes d'abord arrêtés à l'ambassade du Canada au Kenya, pour discuter avec les membres du personnel de l'ambassade et pour leur demander quelle était la situation. Obote allait-il gagner? Le gouvernement allait-il tomber? Ce type, Museveni, allait-il remporter la victoire? Ce à quoi ils ont répondu que c'était hors de question, malheureusement; que Museveni n'avait pas la moindre chance, que le gouvernement allait tenir bon et résister. En Ouganda, nous avons parlé aux gens de l'ambassade britannique, aux responsables britanniques, et nous avons eu droit au même refrain : «On voudrait bien pouvoir dire qu'avec Museveni, les choses vont changer, mais ses soldats sont des enfants, son armée est composée de va-nu-pieds de quatorze ans et elle n'a pas d'armes modernes.» À Kampala, nous lisions dans les journaux britanniques qu'à cette ville clé, Masaka, à laquelle Museveni donnait l'assaut et qu'il essayait de prendre, les forces gouvernementales tenaient bon.

Nous étions donc là, incapables de voir quoi que ce soit de nos propres yeux. Je suis journaliste, mais quel reportage envoyer? Les Canadiens, les Britanniques, les Français, en fait, toutes les personnalités, les gens du gouvernement, tous disaient la même chose. Nous étions à Kampala, pas à Masaka. Et tout le monde répétait que le gouvernement tenait bon. Il fallait que nous allions nous rendre compte par nous-mêmes

de ce qui se passait. Vous devinez la suite. Nous avons finalement franchi tous ces postes de contrôle où l'on nous disait de ne pas aller plus loin; nous discutions et les gardes finissaient par nous laisser passer. Un ou deux kilomètres plus loin, cela recommençait et ainsi de suite. En fin de compte, nous avons trouvé ce pourquoi nous étions venus, voir de nos propres yeux. Nous avons vu l'armée de Museveni qui occupait complètement Masaka. Oui, il y avait bien un enfant de quatorze ans, avec une chaussure jaune à un pied et une rouge à l'autre. Ils avaient bien l'air un peu fou, c'est vrai, les Britanniques avaient raison. Mais il faut être sur place et voir les choses soi-même. Peu importe le sérieux de la source de renseignements, elle peut se tromper.

Je vais vous donner un autre exemple. En 1985, on parlait beaucoup de la crise provoquée par la prise en otage de passagers de la TWA. Vous êtes certainement nombreux à vous en souvenir. C'était un samedi matin. J'étais à Beyrouth quand Larry Speaks, l'un des porte-parole de la Maison-Blanche a annoncé : «les otages sont libérés». Il n'a pas dit «les négociations se poursuivent» ni «les choses ont l'air de s'arranger», mais : «les otages ont été libérés». Ma foi, on était quand même un peu sceptiques. Et la radio syrienne, elle, que disait-elle? Un quart d'heure plus tard, elle a annoncé : «Mesdames et Messieurs, les otages ont été libérés». Si donc, vous entendez que les Américains disent quelque chose et que les Syriens le disent aussi, ça doit forcément être vrai, n'est-ce pas? Eh bien, non. C'était faux, comme nous le savons tous. Les négociations ont failli être interrompues; pendant toute la nuit, la situation a été très délicate; je peux vous dire que Beyrouth a failli exploser. Si elles avaient échoué, si une faction avait refusé de négocier et déclaré qu'elle quittait la salle, on aurait assisté à une nouvelle lutte pour le pouvoir. Quelqu'un avait-il vu les otages? Qui avait assisté à quoi?

Quand je parle de la confiance accordée aux autorités officielles, quand on me demande si nous nous fions à ceux qui devraient être au courant, je ne peux pas m'exprimer en votre nom, mais, à de nombreuses reprises, et surtout maintenant, il ne s'agit pas seulement de savoir si l'on peut compter sur leurs renseignements, sur ce que ces personnalités savent et sur ce qu'elles me donneront pour que je prépare mon

reportage, ce n'est pas seulement que je ne me comporte pas en journaliste qui témoigne, mais je crois de plus en plus que je me tromperais, si je les écoutais.

Revenons à la Chine. Je ne parle pas des manifestations en tant que telles, mais je vous pose la question : qui se doutait vraiment qu'une telle férocité était possible sur la place Tian'anmen? Et tous ces changements qui ont lieu en Europe de l'Est ? Pendant toute la durée des discussions du G7, a-t-on jamais eu le sentiment qu'un coup d'État était imminent? Que les choses pourraient réellement se gâter? On parle de la confiance à accorder à tous ces spécialistes du renseignement qui sont soit-disant à la pointe du progrès. Malgré tous leurs satellites là-haut, il leur manque bien souvent quelque chose qui pourrait les informer mais qui se trouve sur terre. Et ça, je ne sais pas ce que c'est. Je ne veux pas dire que les journalistes en savent plus qu'eux. Mais, en ce qui concerne mon rôle de journaliste, quand je ne peux pas assister moi-même à quelque chose, est-ce que je m'adresse aux autorités, aux experts, aux armées, aux gouvernements, à ceux qui sont autour de moi, pour qu'ils me disent ce qui se passe? Si j'agissais ainsi, je crois que je me tromperais souvent et que je ne ferais pas mon travail.

Je me souviens d'être tombée un jour sur Phillip Habib, bien des années après qu'il eut quitté son poste officiel au gouvernement américain. Il y a eu un moment critique au Liban, quand les Israéliens se sont retirés et que les Druzes et les Chrétiens en sont venus aux mains. Et il y a eu cet autre moment crucial aussi, quand les Américains ont utilisé leurs gros canons. Et puis, on s'est rendu compte que c'était contre les Druzes. C'est ce jour-là que ces derniers ont commencé à jouer un certain rôle. Peu après, comme chacun sait, il y a eu cette catastrophe, ces centaines de Marines tués par l'explosion d'un camion piégé. Habib m'a déclaré que les Américains avaient commis une erreur. Ils n'avaient pas compris toute la portée d'une attaque contre les Druzes. Ils n'avaient pas assez de contacts avec eux. Moi, je dirais qu'ils n'avaient probablement pas assez de contact avec les chiites. Et j'ajouterais que les Israéliens, quand ils étaient dans le Sud-Liban, après avoir quitté Beyrouth, n'étaient pas au courant, malgré leurs fameux services de renseignement. Maintenant, ils l'admettent. Ils ne comprenaient pas l'amertume des chiites du Sud ni leur haine profonde pour l'État hébreu. Ils pensaient qu'il s'agissait

d'extrémistes. Sur le terrain, on nous tenait à l'écart. Les Israéliens ne voulaient pas nous laisser aller au Sud-Liban, ni par le Nord, en traversant Beyrouth, ni par le Sud, en passant par leur frontière. Nous avons quand même fini par y entrer grâce à quelqu'un des Nations Unies, un type extraordinaire. Il n'y avait pas d'agence de presse, mais, là encore, il fallait témoigner de ce qui se passait.

Là, il y avait les commerçants. Je ne parle pas de la masse de ceux qui veulent rester anonymes, mais des commerçants qui disaient : «Je m'appelle untel, et je voudrais avoir une fille qui donnerait sa vie et se ferait sauter avec une bombe pour tuer des Israéliens.» Il ne s'agissait pas de quelque militant extrémiste, et ça m'a fait froid dans le dos. Mais, du fait que j'étais un témoin, j'ai commencé à comprendre en partie pourquoi l'opposition à Israël était si féroce.

Témoigner. Qu'avons-nous vu au cours des reportages sur la guerre du Golfe? Est-ce que les journalistes étaient vraiment des journalistes? Est-ce qu'ils étaient des témoins, quel que soit le sens qu'on donne à ce mot? Ils ne le pouvaient pas. Ils ont essayé, et nous avons vu ce qui est arrivé à Bob Simon. Mais ce qui m'inquiète, c'est de constater que ce petit morceau de vérité que l'on trouve parfois -- pas de grandes vérités, mais un peu de la vérité qui fait l'essence du journalisme --, que le journaliste-témoin est en train de disparaître. Il y a des journalistes, ils ont l'air de journalistes, ils se promènent avec leur micro, tout l'attirail est là. Les présentateurs les interrogent, leur posent des questions sur ce qui se passe. Mais ils ne savent pas, ils étaient dans une chambre d'hôtel, que pouvaient-ils savoir? Ils ont assisté à une conférence de presse, qu'est-ce qu'ils savent? Ils étaient gênés; je ne sais pas comment vous avez réagi en tant que téléspectateur, mais, moi aussi, j'étais gênée. Quand le public voit des journalistes avec leur micro, il pense : «Ce ne sont pas des témoins. Ils ne me racontent pas quelque chose qu'ils ont appris, qu'ils ont vu et qu'ils ont touché. Ils sont là et ils me disent que les otages ont été relâchés samedi. Ils n'en savent rien.»

Ce qui se passe, c'est que l'on est en train de couper un lien important entre la vérité et l'événement et avec le téléspectateur. Et ce n'est pas tout. Il n'y a pas que cet

aspect du journaliste-témoin dont il faut tenir compte, il faut aussi analyser la situation, demander des explications, il faut des experts, il faut des opinions différentes. Cet élément essentiel, ce lien avec la réalité est, pour moi, une partie absolument sacrée de la confiance qu'on nous accorde. Quand j'entends une question comme celle qu'on a posée ce matin, quand on demande : «Faut-il vraiment envoyer des correspondants sur le terrain?», cela revient à s'interroger sur la nécessité de créer ce lien grâce auquel nous présentons les vérités, les informations que nous réussissons à recueillir.

C'est peut-être fou, mais je crois qu'il existe des vérités essentielles. Si moi, journaliste, je vois des cadavres, si je ne peux pas parler de massacres de Sabra et Chatila sans qu'on vienne me dire : «Vous interprétez, c'est de la personnalisation», si je ne peux pas dire et décrire que ce que je vois, et qui, certes est parfois pénible, et si tout ce qu'on peut faire, c'est de présenter les choses sous une forme édulcorée ou très filtrée, alors je pense que nous sommes tous perdants. Peut-être que nous, journalistes de terrain, nous ne sommes pas toujours les meilleurs filtres, quand nous essayons d'être témoins. Nous nous trompons, nous nous laissons complètement emporter par nos sentiments, pris dans le feu de moments dangereux, d'une élection, en période d'abondance ou de pénurie. Nous ne sommes pas parfaits. Mais, lorsque l'on supprime cet élément, quand on transforme les journalistes en ce que j'appellerai des points d'exclamation, qui lancent des : «Bonjour, vous voulez de la présence, en voilà, nous sommes vraiment là», plutôt que de donner de l'information, quand on amène le public et le téléspectateur à ne plus croire que cette personne a vraiment suivi un événement, je pense que nous sommes tous perdants.

F *LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LES CONFLITS INTERNATIONAUX*

Les 12 et 13 septembre 1991
Ottawa (Canada)

PROGRAMME

Le jeudi 12 septembre 1991

8 h - 9 h — Inscription

QUAND LA GUERRE FAIT LA UNE : L'EXEMPLE DE LA GUERRE DU GOLFE
Président : Bernard Wood

9 h - 12 h 15

Les règles en zone de guerre
- Aileen McCabe, *Southam News*
- Geneviève Rossier, Radio-Canada

La guerre loin du front
- Colin MacKenzie, *The Globe and Mail*
- Jim Travers, *Southam News*
- Contre-amiral Larry Murray, ministère de la Défense nationale, Canada

12 h 30 - 14 h — Déjeuner, Salle de banquet, Château Laurier

Quelle a été l'incidence des médias sur le déroulement des hostilités ?

- Milton Viorst, *The New Yorker*

DÉFINITION DE L'INTÉRÊT PUBLIC : LES INTÉRÊTS DE QUI ET POURQUOI
Présidente : Hélène Pichette

14 h - 17 h

Gagner la guerre - La protection des participants
- Général Winant Sidle
  Chef des informations des forces armées américaines (à la retraite)

Le droit du public à l'information
- William Solomon, faculté de journalisme et mass média, Université Rutgers

Le défi de l'objectivité en temps de guerre
- Rajhida Dergham, *Al-Hayat*

La censure et le contrôle de la presse
- Ann Nelson, Directrice, Comité de protection des journalistes

19 h - 22 h — Dîner, Salle de banquet, Château Laurier
Le pouvoir et la gloire

- Ed Turner
  Vice-président exécutif, Nouvelles, CNN

Le vendredi 13 septembre 1991

LES MÉDIAS ET L'ESCALADE DES CONFLITS - DE CAUSE À EFFET ?
Président : Mark Heller

9 h - 12 h

L'intifada et des exemples comparables
- Akiba Cohen, professeur de communication, Université hébraïque de Jérusalem

Derrière l'image
- Florian Sauvageau, Professeur de communication, Université Laval

L'escalade à l'ère des satellites
- Mark Starowicz
Producteur exécutif, *The Journal*, CBC

12 h 15 - 14 h

Déjeuner, Salle de banquet, Château Laurier
Couvrir les crises et les guerres étrangères
- Ann Medina

LES MÉDIAS DANS LES NÉGOCIATIONS - JOUER UN RÔLE OU NE PAS EN JOUER ?
Présidente : Nancy Gordon

14 h - 16 h 30

Le journaliste-otage
- Roger Auque, ancien correspondant à Beyrouth de Radio-Canada

L'affaire des otages en Iran
- Jean Pelletier, *Journal de Montréal*

Les médias sont-ils gênants ?
- Robert Karl Manoff, Center for War, Peace and News Media

La diplomatie en direct : l'effet télévision
- Jeremy Kinsman, ministère canadien des Affaires extérieures

POUVOIR ET RESPONSABILITÉ
Président : Bernard Wood

16 h 30 - 17 h 30

Résumé du débat
- John Honderich, *The Toronto Star*

LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANT(E)S

NAME/NOM	*ORGANIZATION/ORGANISATION*	*CITY/VILLE*
Heather Abbott	CBC Radio, *Morningside*	Toronto
Evelyne Abitbol	Radio-Canada	Ottawa
Christopher Alexander	External Affairs	Ottawa
Philip Anido	Department of National Defence	Ottawa
Diane Armour	Media Watch	Ottawa
Roger Auque	*Paris Match*	Paris
Sandra Basile	Radio-Canada International	Montreal
Rowena Beamish	North-South Institute	Ottawa
Michel Bellemare	pigiste	Montréal
Krista Blair	Carleton University	Ottawa
Ginette Bourély	Radio-Canada International	Montréal
Diane Bronson	International Centre for Human Rights and Democratic Dvelopment	Montreal
Michael Bryans	CIIPS	Ottawa
Adly Bseiso	Kuwait News Agency	Ottawa
Sharon Burnside	*The Ottawa Citizen*	Ottawa
Reid Buttler	University of Western Ontario	London
Bill Buxton	Concordia University	Montreal
Doug Caldwell	CBC	Ottawa
Robert Cameron	CIIPS Board of Directors	Ottawa
Maria Catana	CIIPS	Ottawa
Walter Chipchase	Department of National Defence	Ottawa
Andy Clarke	Carleton University	Ottawa
Akiba Cohen	The Hebrew University	Jerusalem
Deirdre Collings	CIIPS	Ottawa
Guy Cormier	pigiste	Montréal
Manor Cornellier	Presse canadienne	Ottawa

NAME/NOM	*ORGANIZATION/ORGANISATION*	*CITY/VILLE*
François Coutu	Association canadienne pour les Nations Unies	Ottawa
Louise Crosby	*The Ottawa Citizen*	Ottawa
Clark Davey	*The Ottawa Citizen*	Ottawa
Rajhida Dergham	*Al-Hayat*	New York
Jean-Marc Desjardins	Radio-Canada, *Le Point*	Montréal
Jeffrey Dvorkin	CBC Radio News	Toronto
Talal Elamine	The League of Arab States	Ottawa
Barry Frewer	Department of National Defence	Ottawa
Dan Friesen	Media Watch	Ottawa
Raymond Giroux	*Le Soleil*	Montréal
Nancy Gordon	CIIPS	Ottawa
Charles Gordon	*The Ottawa Citizen*	Ottawa
Normand Grondin	pigiste	Montréal
Geneviève Guay	Radio-Canada, *Les actualités*	Montréal
Robert Hackett	Simon Fraser University	Burnaby
Diane Hardy	International Development Research Centre	Ottawa
Michael Harris	CBC - Newsworld	Toronto
Geof Haswell	Department of National Defence	Ottawa
Mark Heller	CIIPS	Ottawa
Isabel Hobson	Project Ploughshares	Ottawa
Kathie Holliwell	Office of the Solicitor General	Ottawa
A.C. Holman	CBC Radio News	Ottawa
John Honderich	*The Toronto Star*	Toronto
James Hyndman	University of Ottawa	Ottawa
Pierre Jomphe	Radio-Canada, Nouvelles télé	Montréal

NAME/NOM	*ORGANIZATION/ORGANISATION*	*CITY/VILLE*
Malek Khouri	The League of Arab States	Ottawa
Jeremy Kinsman	External Affairs	Ottawa
Richard Latendresse	TVA	Montreal
Hon. Roméo LeBlanc, P.C.	The Senate	Ottawa
Philip Lemieux	CIIPS	Ottawa
Normand Lester	Radio-Canada, Nouvelles télé	Montréal
Lionel Lumb	Carleton University	Ottawa
Sylvester Lunga	Partnership Africa Canada	Ottawa
Colin MacKenzie	*The Globe and Mail*	Washington
Arch MacKenzie	Freelance journalist	Ottawa
Rian Maelzer	Carleton University	Ottawa
Robert Karl Manoff	Center for War, Peace and the News Media	New York
Louis Martin	Radio-Canada, Radio	Montréal
Gabrielle Mathieu	CIIPS	Ottawa
Michel Matte	Department of National Defence	Ottawa
Teresa Mazzitelli	*Canadian Family Physicians*	Toronto
Aileen McCabe	Southam News	London, UK
Charlotte McEwen	Media Watch	Ottawa
Ann Medina	Freelance journalist	Toronto
Joanna Miller	Arms Control Centre	Saskatoon
Rear Adm. Larry Murray	Department of National Defence	Ottawa
Ann Nelson	Committee to Protect Journalists	New York
J.R. Newell	Southam News	Ottawa
Norm Ovenden	*Edmonton Journal*	Ottawa
Jean Pelletier	*Journal de Montréal*	Montréal
Hélène Pichette	TVA	Montréal

NAME/NOM	*ORGANIZATION/ORGANISATION*	*CITY/VILLE*
Elizabeth Richard	Senior Executive Network	Ottawa
Geneviève Rossier	Radio-Canada, Nouvelles radio	Ottawa
Marc Rouleau	Department of National Defence	Ottawa
Ahmed Said	Egyptian Embassy	Ottawa
Clyde Sanger	North-South Institute	Ottawa
Florian Sauvageau	Université Laval	Ste-Foy
Shirley Sharzer	Southam Newspaper Group	Ottawa
Ronald Shirtliff	Science for Peace	Toronto
Major-Gen. Winant Sidle (ret.)	United States Army	Washington
Jean Smith	Candis/Peace Magazine	Toronto
William Solomon	Rutgers University	New Jersey
Tina Spencer	*The Ottawa Citizen*	Ottawa
Lynda Sprague	CIIPS	Ottawa
Natalee Stanis	Radio for Peace International	Ottawa
Mark Starowicz	CBC, *The Journal*	Toronto
Veronica Suarez	CIIPS	Ottawa
Tex Thomas	CIIPS	Ottawa
Dale Thomson	McGill University	Montreal
Claude Tourigny	TVA	Montreal
Jim Travers	Southam News	Ottawa
Ed Turner	CNN	Atlanta
John Valleau	Science for Peace	Toronto
Kenton Vaughan	Carleton University	Ottawa
Milton Viorst	*The New Yorker*	New York
James Walker	External Affairs	Ottawa
Ian Watson	National Council on Canada-Arab Relations	Ottawa

NAME/NOM	*ORGANIZATION/ORGANISATION*	*CITY/VILLE*
Blake Wright	Radio for Peace International	Ottawa
Bernard Wood	CIIPS	Ottawa
Christopher Young	Southam News	Ottawa
Barrie Zwicker	*Sources*	Toronto

ACCREDITED JOURNALISTS/JOURNALISTES ACCRÉDITÉS

Yuri Bogolepoff	Radio Canada International	Montreal
Dick Gordon	CBC Radio	Ottawa
Elizabeth Haddor	CBC *Journal - Midday*	Toronto
Ross Howard	*The Globe and Mail*	Toronto
Robert Joros	Radio Canada International	Ottawa
Joanne McDuff	Radio-Canada	Ottawa
Derek Nelson	Thompson News	Toronto
Jennifer White	*Au courant* Conseil canadien de la coopération internationale	Ottawa